

2020

RAPPORT ANNUEL

INTERNATIONAL
LAND
COALITION

TOUS UNIS
POUR LES
DROITS
FONCIERS

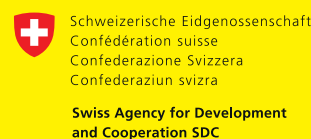
TOUS UNIS POUR LES DROITS FONCIERS

Ce rapport donne un aperçu des principales réalisations et leçons apprises en 2020.
Pour plus d'informations sur le contenu du présent rapport annuel, par exemple nos résultats,
vous pouvez vous rendre sur [Membernet](#).

PARTENAIRES STRATÉGIQUES ET DONATEURS PRINCIPAUX



Government of the Netherlands



NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER LES DONATEURS SUIVANTS POUR LEUR SOUTIEN



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	6
UNIS FACE À UNE PANDÉMIE MONDIALE	8
VUE D'ENSEMBLE DES RÉGIONS	10
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (ALC)	11
AFRIQUE	12
ASIE	14
EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (EMOAN)	16
LES FEMMES D'ABORD !	18
DES PARTENARIATS AU SERVICE DES CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE FONCIÈRE	21
UNE COALITION DE PLATEFORMES DIRIGÉES PAR LES MEMBRES	24
STRATÉGIES NATIONALES D'ENGAGEMENT	24
INITIATIVES FONDÉES SUR LES ENGAGEMENTS ET PLAIDOYER À L'ÉCHELLE MONDIALE	28
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE TRANSFORMATION	31
UN RÉSEAU DE FORMATION	31
L'INITIATIVE RELATIVE À LA PROTECTION DES TERRES COMMUNAUTAIRES	31
INÉGALITÉS FONCIÈRES ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES	34
DONNÉES RELATIVES À LA GOUVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES PERSONNES	35
ÉMERGENCE D'UN LEADERSHIP AU SEIN DU RÉSEAU	36
COMMUNICATION, VISIBILITÉ ET ENGAGEMENT DU PUBLIC	38
CAMPAGNES	41
RÉSEAU ET GOUVERNANCE	42
CONSOLIDATION DES ACQUIS DE LA RÉGIONALISATION	42
RENFORCEMENT DU RÉSEAU MONDIAL	42
COTISATIONS DES MEMBRES ET FONDS DE RÉSERVE DE L'ILC	46
VIABILITÉ FINANCIÈRE	46
ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES D'AVENIR	48
PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS TRIENNAUX	50

ABRÉVIATIONS

AFA	Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development	FAO	Afrique du Nord	ONG	Organisation non gouvernementale	UNDROP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
ALC	Amérique latine et Caraïbes			OSC	Organisation de la société civile		
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	FIDA	Fonds international de développement agricole	PC-DAGs	Consortium public de gouvernements autonomes décentralisés	UNFSS	Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
CAPA	Central Asia Pastoral Alliance	FPP	Forest Peoples Programme	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement	VGGT	Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	GLTN	Réseau mondial des instruments fonciers	RDC	République démocratique du Congo		
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	HCDH	Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	REAF	Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale du MERCOSUR	W4W	Women for Women
CEJIL	Centre pour la Justice et le Droit international	IFE	Initiative fondée sur les engagements	RMI	Indonesian Institute for Forest and Environment	WAMIP	World Alliance of Mobile Indigenous Peoples
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes	IFI	Institution financière internationale	RRF	Rights and Rice Foundation		
CER	Communauté économique régionale	IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	RRI	Initiative des droits et ressources		
CIDH	Commission interaméricaine des droits de l'homme	IIED	Institut international pour l'environnement et le développement	S&E	Suivi et évaluation		
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	ILC	Coalition internationale pour l'accès à la terre	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe		
CIRDAP	Centre on Integrated Rural Development for Asia and the Pacific	IPMG	Indigenous Peoples Major Group for Sustainable Development	SAPA	South Asia Pastoralist Alliance		
CLPI	Initiative relative à la protection des terres communautaires	LANDex	Indice mondial de gouvernance foncière	SEI	Stockholm Environment Institute		
Coalition DD	Coalition de défense des défenseurs de la terre et de l'environnement	LRN	Land Rights Now	SICA	Système d'intégration centraméricain		
CoRe	Collaborating for Resilience	MRLG	Mekong Regional Land Governance Project	SNE	Stratégie nationale d'engagement		
CSRC	Community Self-Reliance Centre	NCFF	Comité national sur l'agriculture familiale	UA	Union africaine		
CUA	Commission de l'Union africaine	NELGA	Le réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique	UCR	Unité de coordination régionale		
DNUAF	Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale	NLRF	National Land Rights Forum	UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine		
EIDH	Évaluation des impacts sur les droits humains	ODD	Objectifs de développement durable				
EMOAN	Europe, Moyen-Orient et	OGC	Organisations fondées sur des groupes constitutifs				
		OIG	Organisation intergouvernementale				

AVANT-PROPOS

La pandémie de COVID-19 a profondément bouleversé nos vies l'année dernière, à la fois sur les plans personnel et professionnel. Il est vrai que, dans le secteur foncier, comme dans bien d'autres, le COVID-19 n'a pas brisé le système, mais a mis en évidence les fractures et inégalités qui le caractérisaient déjà.

De nombreux membres de l'ILC ont dû relever d'importants défis en 2020. Toutefois, cette dernière année, le réseau a fait preuve d'une solidarité et d'un engagement exceptionnels, et les membres ont brillamment réussi à s'adapter et ont continué à assurer le changement.

Nous aimerions mettre en évidence cinq démarches prises par les membres en 2020 à cet égard.

1

LES MEMBRES DE L'ILC ONT COURAGEUSEMENT RELEVÉ LES DÉFIS DE LA PANDÉMIE

Cette année, **NOUS AVONS PARTAGÉ LES RÉCITS DE NOS MEMBRES** aux quatre coins du globe concernant les répercussions du COVID-19 sur leur travail. Les membres ont protégé les défenseurs de la terre et de l'environnement contre l'impunité accrue de leurs agresseurs, les occupants d'installations informelles contre le risque d'expulsion, les peuples autochtones contre les incursions de plus en plus meurtrières sur leurs territoires et les nouvelles veuves risquant de perdre leurs terres familiales. Globalement, les membres ont prouvé que leur travail en faveur des droits fonciers est essentiel pour développer la résilience, assurer le développement durable et garantir la paix. Le monde a également de nouveau pu constater le rôle de premier plan joué par les petits agriculteurs dans la fourniture d'aliments sains, fiables et de bonne qualité – ce qui explique pourquoi **NOTRE VIDÉO « REMERCEZ UN AGRICULTEUR »** est devenue virale.

Globalement, malgré les défis importants de 2020, 90 % des membres de l'ILC (227 sur 250) ont activement participé à des partenariats appuyés par la Coalition : une Stratégie nationale d'engagement (SNE) (145 membres), une Initiative fondée sur les engagements (IFE) (196 membres) ou un-e dispositif/facilité fournissant des services à d'autres membres (95 membres).

2

L'ILC A ATTIRÉ L'ATTENTION DU MONDE ENTIER SUR LES INÉGALITÉS FONCIÈRES

Le lancement du **RAPPORT « EN TERRAIN INÉGAL »** a été largement salué et **RELAYÉ DANS LES MÉDIAS DU MONDE ENTIER**. En s'appuyant sur de nouvelles méthodologies et données, cette initiative pionnière a montré que les inégalités foncières étaient en réalité 41 % plus élevées que nous ne l'estimions auparavant, avec 1 % des exploitations contrôlant 70 % des terres agricoles. Elle a attiré l'attention du monde entier sur le fait que les inégalités foncières sont au cœur des grandes crises actuelles, créant un parallèle entre la lutte pour une plus grande égalité des droits fonciers et les efforts visant à surmonter les inégalités plus larges, les urgences climatiques et environnementales et les crises de la paix et de la démocratie, entre autres.

3

UNE CROISSANCE « RESPONSABLE » DE L'ILC POUR ÉLARGIR ET APPROFONDIR SA PORTÉE

L'Assemblée des membres 2021, organisée en Jordanie, étudiera les demandes d'adhésion de 77 nouvelles organisations. Pour la première fois, des organismes intergouvernementaux régionaux, tels que ONU Mujeres, la CEPALC, le CILSS et la CEDEAO, sont en passe de devenir membres de l'ILC. Par ailleurs, la part d'organisations membres appartenant directement aux agriculteurs, peuples autochtones, populations pastorales, femmes et communautés locales dépassera la barre actuelle des 40 %, ce qui représente un pas de plus vers la transformation de ces organisations en force motrice de notre coalition.

4

L'ILC ÉTABLIT DES PARTENARIATS PUISSANTS POUR LE CHANGEMENT

L'ILC, en collaboration avec le Groupe de travail mondial de donateurs sur les questions foncières et d'autres acteurs, dirige l'élaboration d'un Cadre d'action ambitieux pour les droits fonciers à l'horizon 2030. **LANDEX** gagne en popularité en dehors de l'ILC en tant qu'outil de production et de suivi des données participatives sur les terres pour les ODD et les VGGT. La campagne Land Rights Now, menée en collaboration avec Oxfam, RRI et plus de 800 organisations partenaires, a lancé une mobilisation numérique mondiale intitulée **#CREATEASPARK POUR LES DROITS FONCIERS**, dans le cadre de laquelle des alertes pour une action urgente ont été émises et des campagnes nationales appuyées, comme la campagne menée au Guatemala pour soutenir les défenseurs des terres ou celle menée au Monténégro, où les populations locales et les militants ont remporté une première victoire en **BLOQUANT DES PLANS DE FORMATION MILITAIRE SUR LEURS PÂTURAGES**.

5

L'ILC FAVORISE LA DÉMOCRATIE AVEC SES PLATEFORMES MULTIPARTITES

La gouvernance foncière centrée sur les personnes n'est pas juste une idée pour les membres de l'ILC, mais est un concept qui se concrétise grâce au travail exceptionnel de plus de 750 membres et partenaires dans plus de 30 pays. **LE PARTENARIAT LAND COLLABORATIVE** est à la tête du soutien fourni à ces plateformes et leur donne accès à des solutions et à des possibilités de formation. Les membres intergouvernementaux tels que la FAO, le FIDA et la Banque mondiale prennent conscience de la valeur que revêtent les partenariats avec les plateformes dans des pays comme le Libéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, Moldova, l'Albanie, la Colombie et la Mongolie. Nous avons assisté en 2020 à 22 cas de réorientation des politiques dans 15 pays et à 11 cas de modification des pratiques, davantage axées sur les personnes, dans neuf pays.

Au nom de toute l'équipe d'appui de l'ILC, nous avons eu l'honneur, en cette année de profonds bouleversements, de soutenir les efforts et les réussites des membres de l'ILC.

Michael Taylor,
directeur du Secrétariat

Zulema Burneo,
coordonnatrice régionale,
ILC Amérique Latine
et Caraïbes (ALC)

Audace Kubwimana,
coordonnateur
régional, ILC Afrique

Mirgul Amanalieva,
coordonnatrice
régionale, ILC Asie

Rabie Wahba,
coordonnateur régional,
ILC Europe, Moyen-Orient
et Afrique du Nord (EMOAN)

UNIS FACE À UNE PANDÉMIE MONDIALE

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions directes sur les droits fonciers, ajoutant aux difficultés que rencontraient déjà les membres pour instaurer une gouvernance foncière centrée sur les personnes. Tout en accomplissant des missions d'urgence supplémentaires, les membres ont su adapter leurs plans de travail pour faire face aux limites des confinements. Les événements en face à face ont été modifiés et organisés en ligne, permettant de poursuivre de façon remarquable les processus de changement, comme en témoignent les niveaux élevés de réalisation des résultats prévus en 2020.

Les membres de l'ILC ont été en première ligne pour *faire face aux crises immédiates* provoquées par le COVID-19 et les confinements associés. En prévision de l'avenir, les membres ont également montré comment bâtir *des économies et des sociétés plus durables et résilientes* pour le monde d'après.

En pleine crise, les membres ont su saisir l'occasion pour répondre aux urgences liées au confinement. Leurs liens avec les communautés locales leur ont permis de répondre directement aux besoins urgents. L'ILC a partagé, sur son **PORTAIL CONSACRÉ AU COVID-19**, les expériences de ses membres aux quatre coins du globe.

Dans notre note intitulée « **RECONSTRUIRE EN MIEUX** », nous avons décrit quatre mesures relatives aux droits fonciers que les membres pouvaient prendre pour affronter la pandémie. Par ces actions, les membres ont pu protéger les moyens de subsistance à l'échelle locale, préserver les systèmes alimentaires locaux, apaiser les troubles sociaux et prévenir l'émergence de conflits.

ACTION 1

PROTÉGER LES DROITS FONCIERS ET ATTÉNUER LES CONFLITS DANS UN CONTEXTE DE PRESSION CROISSANTE SUR LES TERRES

Les droits fonciers sont fragilisés et les litiges fonciers sont en hausse, en raison de l'inversion des flux migratoires liée au retour des travailleurs, de la multiplication des cas d'accaparement des terres et d'expulsions, et de l'affaiblissement des mesures exécutoires et de reddition de comptes relatives aux droits fonciers dans le cadre du confinement. Après le confinement national imposé par le gouvernement népalais, les membres de l'ILC CSRC Nepal et le National Land Rights Forum (NLRF) ont protégé, à la fois physiquement et juridiquement, les ménages contre les mesures d'expulsion, en plaidant auprès du ministère de l'Intérieur et des autorités des provinces et districts pour qu'ils mettent un terme aux expulsions des rapatriés et des occupants informels.

ACTION 2

GARANTIR L'ACCÈS À LA TERRE POUR PRÉSERVER LE TISSU SOCIOÉCONOMIQUE, PROMOUVOIR LA RÉINTÉGRATION DES TRAVAILLEURS REVENUS DE LA VILLE ET FAVORISER LA REPRISE POST-CONFINEMENT

En Afrique du Sud, LandNNES et AFRA, en collaboration avec les organisations de petits agriculteurs, ont réussi à faire pression sur le gouvernement national pour accorder la priorité aux petits agriculteurs et appuyer les systèmes alimentaires locaux dans les communautés rurales et urbaines. En exerçant une influence sur le Fonds national de solidarité, ces organisations ont veillé à ce que les mesures d'urgence bénéficient aux petits agriculteurs, y compris les paysans dénués de titres et les producteurs informels et urbains et périurbains, dont la contribution aux systèmes alimentaires et chaînes d'approvisionnement locaux est essentielle.

ACTION 3

SURVEILLER LES VIOLATIONS DES DROITS FONCIERS ET ASSURER LEUR PROTECTION SUR LE PLAN JURIDIQUE

La pandémie de COVID-19 a fait courir un risque accru aux défenseurs de la terre et de l'environnement, à leurs organisations et à leurs communautés. C'est pourquoi la Coalition de défense des défenseurs de la terre et de l'environnement (Coalition DD) a entrepris un travail conjoint – par le biais de **LANDEX** – de consignation des actes de violence et de répression ciblant ces défenseurs pendant la pandémie, afin de surveiller l'étendue et souvent l'amplification de la violence à l'égard de ces défenseurs durant le confinement.

ACTION 4

PROTÉGER L'INTÉGRITÉ DES TERRITOIRES DES PEUPLES AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS LOCALES

Au Pérou, dans la forêt amazonienne, le peuple autochtone des Wampis, soutenu par le Forest Peoples Programme (FPP), a protégé ses droits en restreignant l'accès à son territoire. Alors que le gouvernement éprouve des difficultés à atteindre les communautés autochtones de l'Amazonie, les Wampis collaborent avec l'armée péruvienne pour sécuriser la frontière qui les sépare de l'Équateur, et conçoivent et mettent en œuvre des plans sanitaires interculturels pour les territoires communautaires.

La pandémie a mis en lumière la nécessité de s'engager sur des voies de développement plus durables. En 2021 et pour les années à venir, l'ILC continuera de défendre les droits fonciers en tant que pilier essentiel d'une « reconstruction en mieux », en plus d'aider ses membres à montrer la marche à suivre en mettant l'accent sur les droits fonciers.

VUE D'ENSEMBLE DES RÉGIONS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (ALC)

La perte de vies humaines due au COVID-19, à la répression politique et aux phénomènes climatiques extrêmes a marqué la région en 2020, et ses effets se feront sentir pendant de nombreuses années. Ces événements ont également exacerbé des problèmes structurels de longue date dans la région, tels que les inégalités, la corruption et la violence.

Toutes ces difficultés ont eu des répercussions sur le secteur rural et gravement perturbé, dans de nombreux cas, la gouvernance foncière, et les droits et le bien-être des populations autochtones, paysannes et afrodescendantes. Les plateformes multipartites de l'ILC ALC ont adapté leurs stratégies pour faire face à plusieurs de ces défis : les menaces accrues pesant sur les défenseurs de la terre et de l'environnement rendus vulnérables par le confinement ; l'expulsion et la dépossession des terres dans un contexte de réduction de l'ordre public et de difficultés à mobiliser l'opposition ; les mesures inadaptées pour donner la priorité à la production alimentaire agricole de petite échelle et à la sécurité alimentaire des ménages ; et la montée du stress et de la violence à l'encontre des femmes en milieu rural pendant le confinement, ainsi que la charge accrue des tâches ménages et des soins pesant sur leurs épaules.

Malgré la complexité de la situation, les progrès accomplis et les réalisations enregistrées ont été extrêmement précieux, y compris les résultats obtenus en matière de modification des lois, politiques et pratiques publiques qui intègrent mieux l'opinion des populations autochtones et paysannes dans les processus de développement et la définition des politiques publiques à l'échelle nationale et locale.

Il est important de souligner le travail réalisé dans le domaine des objectifs de développement durable (ODD), grâce auquel les questions d'accès et d'utilisation durable de la terre ont été introduites pour la première fois dans les discussions politiques régionales en matière de développement durable.

Bon nombre de nos priorités ont également avancé cette année, y compris la collaboration accrue entre les organisations nationales et intergouvernementales – à la fois membres de l'ILC (FIDA, FAO, Banque mondiale) et extérieures à la Coalition (CEPALC, HCDH, CIDH), ce qui a donné naissance à des actions conjointes de promotion de l'apprentissage, du plaidoyer et du positionnement dans la région. Ceci a renforcé les plateformes multipartites d'ALC grâce à une participation plus inclusive et à l'incorporation de nouvelles organisations à la base, y compris de femmes et de jeunes. Nous avons également assisté à un niveau d'engagement extraordinaire des membres dans une série de sessions d'apprentissage virtuelles sur la jeunesse rurale, les peuples autochtones et le changement climatique. Parmi les résultats obtenus, citons la mobilisation des membres en faveur d'une action régionale en 2021.

L'un des plus grands défis que nous avons à relever continue d'être, comme ces dernières années, le fait de travailler sur un continent où les valeurs démocratiques et les espaces politiques sont menacés et où les gouvernements autoritaires et la restriction des libertés civiles entravent nos efforts en vue d'un dialogue renforcé. Ces types de régimes résistent à toutes nos propositions de réformes, y compris concernant la redistribution et l'utilisation des terres, ce qui aide à maintenir les élites économiques et politiques de leurs pays. La concentration des propriétés foncières est tellement forte que les sans-terre, en particulier les jeunes hommes et les jeunes femmes, sont forcés de quitter les zones rurales. L'impunité compromet les efforts visant à bâtir une société juste. En même temps, le statut de continent à revenu moyen de l'ALC limite fortement la capacité des membres de l'ILC de la région à mobiliser des ressources.

ACTUALITÉS PRINCIPALES DE LA RÉGION ALC

- **LA RESPUESTA DE LAS ORGANIZACIONES SOCIALES Y LA AGRICULTURA FAMILIAR ANTE EL COVID-19 Y ACCIONES URGENTES**
- **LAND DEFENDERS CAN'T CATCH A BREAK FROM VIOLENCE DURING COVID-19**
- **MUJERES DEFENSORAS AMBIENTALES EN AMÉRICA LATINA: "LUCHAR POR EL TERRITORIO ES LUCHAR POR LA VIDA"**

ASIE

Malgré une année tumultueuse, les Stratégies nationales d'engagement (SNE) d'Asie ont obtenu des résultats notables en 2020. Les membres au Népal ont œuvré pour l'approbation du huitième amendement à la loi foncière de 1964, qui protège désormais les droits des sans-terre et des occupants informels occupant des terres publiques, y compris dans les zones forestières. En mars 2020, ils ont également chargé le gouvernement de mettre en place une commission pour traiter le nombre croissant de cas de conflits fonciers dans le pays. En Mongolie, la hausse des températures, la rareté des ressources en eau et la dégradation des sols, toutes dues à la crise climatique, empêchent l'accès des communautés pastorales et d'éleveurs aux zones de pâturage. En réponse aux efforts de plaidoyer de la SNE Mongolie, le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Industrie légère a amendé son Programme de développement de la politique du bétail ; celui-ci vise à introduire des pratiques d'élevage plus durables, en encourageant les éleveurs à réduire de 20 millions le nombre de têtes de bétail d'ici 2023.

Le Forum foncier et l'Assemblée régionale virtuels pour l'Asie ont été coorganisés en 2020 avec l'Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development (AFA) et ARNow! aux Philippines, en partenariat avec le Stockholm Environment Institute. Plus de 200 participants issus d'organisations de la société civile et d'organisations internationales présentes partout en Asie y ont participé. Ce partenariat a produit 24 reportages sur le Forum.

Les partenariats ont également été au premier plan en 2020, avec la signature d'un protocole d'entente avec le Centre on Integrated Rural Development for Asia and the Pacific (CIRDAP), une organisation intergouvernementale (OIG) basée à Dhaka, au Bangladesh. Cette collaboration aidera à amplifier les bonnes pratiques, formuler et élaborer des programmes d'appui aux processus de réforme foncière et promouvoir la gouvernance foncière centrée sur les personnes dans les États membres du CIRDAP.

ACTUALITÉS PRINCIPALES SUR L'ASIE

- **SECURE LAND RIGHTS MEAN RESILIENCE FOR RURAL COMMUNITIES IN ASIA IN THE FACE OF COVID-19**
- **INDIGENOUS YOUTH IN BANGLADESH BRING HOPE TO THE COVID-19 PANDEMIC**
- **SIGN-ON STATEMENT: SOLIDARITY WITH FARMERS IN INDIA AGAINST NEW FARM LAWS**

EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (EMOAN)

Pour les membres de la région EMOAN, l'année 2020 a été marquée par l'incertitude et la difficulté à maintenir le contact à distance avec les partenaires et d'autres acteurs. La situation s'est compliquée davantage dans les pays confrontés à des problèmes sans rapport avec le COVID-19, tels que la série de séismes qui a touché l'Albanie en début d'année.

Dans cette région nouvellement créée qui cherche à s'élargir, certaines des plus grandes réussites de l'année ont été le lancement de nouvelles initiatives, telles que l'initiative fondée sur les engagements (IFE) sur les terres communes et une stratégie nationale d'engagement (SNE) au Kosovo. La SNE Kosovo se joint aux travaux de l'Albanie en faveur de la décentralisation de la gestion des forêts et de la préservation de rapports sains entre les humains et les forêts dans les Balkans. Avec les efforts de la SNE Albanie et de la SNE Moldova, les membres de l'ILC EMOAN ont aidé à faire modifier et adopter quatre lois progressistes, et empêché l'adoption d'un texte législatif rétrograde.

La région aspire également à étendre ses capacités et sa présence géographique grâce à la campagne d'expansion et de croissance responsable « Growing Smart ». Douze nouveaux membres ont déposé leur candidature pour rejoindre la plateforme régionale en 2021, ce qui portera le nombre total d'organisations membres à 30. Les récits des membres de la région EMOAN gagnent en visibilité, notamment grâce au *podcast de l'ILC EMOAN* (**LA COOPÉRATIVE AGRICOLE PALESTINIENNE SHARAKA S'EXPRIME SUR LA CRÉATION DE LIENS DIRECTS ENTRE LES AGRICULTEURS PALESTINIENS ET LES CONSOMMATEURS**), la *Base de données des bonnes pratiques* (la coopérative italienne Lentamente explique comment elle a récupéré et réhabilité des terrains abandonnés **ICI**) et *ILC News* (Albanie, **ICI**).

La création et le maintien de partenariats ont également beaucoup contribué aux réussites de la région EMOAN en 2020, notamment dans le cadre des préparatifs pour le Forum foncier mondial qui doit se tenir en Jordanie. Le membre de l'ILC SEEDS Jordan accomplit le travail du Comité national d'organisation et a mis sur pied un groupe de travail technique pour chacune des thématiques du Forum. Le Comité d'organisation, coprésidé par le gouvernement de Jordanie aux côtés de 20 organisations basées dans le pays, a rédigé une Feuille de route pour le Forum, qu'elle met actuellement en œuvre. L'un des principaux piliers de la Feuille de route est l'élaboration d'une Stratégie foncière nationale, dont le coup d'envoi sera donné à l'occasion du Forum.

Les partenariats ont également conduit à l'élaboration conjointe d'une formation sur la collecte et le suivi des données foncières. En collaboration avec le GLTN, ONU-Habitat et Transparency International en Jordanie, l'ILC EMOAN a organisé, au mois de décembre, sa première formation destinée aux membres basés au Moyen-Orient.

Enfin, la campagne Land Rights Now a remporté un grand succès dans la région EMOAN : l'Association Save Sinjajevina, au Monténégro, a réussi à bloquer une tentative visant à transformer des pâturages communautaires en zone de tirs militaires.



LES FEMMES D'ABORD !

Compte tenu des événements de cette année – une crise sanitaire mondiale, des confinements nationaux, la hausse de l'insécurité alimentaire et des inégalités et la multiplication des accaparements des terres et des expulsions – les femmes et les filles ont dû assumer le plus lourd fardeau, ont été plus que jamais exposées à la violence et se sont enfoncées plus profondément dans la pauvreté. Ces phénomènes s'expliquent en grande partie par l'attention insuffisante accordée à la sécurisation des droits fonciers des femmes et à la reconnaissance de ces droits comme un élément fondamental sur lequel reposent tant d'autres droits, tels que la justice économique, l'élimination de la violence faite aux femmes et la justice entre les genres face au changement climatique.

Tout au long de l'année 2020, l'ILC a bien progressé dans la réalisation de son engagement à donner la priorité aux droits fonciers des femmes dans le cadre des SNE et des IFE, tout en mettant en œuvre une approche sexotransformatrice au sein du réseau, fondée sur la création de plateformes paritaires en partant de rien. Ces efforts ont été guidés par le **PLAN D'ACTION DE L'ILC EN MATIÈRE DE GENRE**, par lequel l'ILC s'est engagée à ce que toutes ses interventions visent à surmonter la marginalisation des femmes.

COMBLER L'ÉCART TECHNOLOGIQUE

Une grande partie des efforts de plaidoyer et de sensibilisation de l'ILC ne pouvant être menés qu'en ligne, les femmes du réseau ont ouvert leur cœur et partagé leurs expériences à l'occasion de dizaines de webinaires et d'ateliers organisés tout au long de l'année. Les organisations fondées sur des groupes constitutifs (OGC) ont garanti l'inclusion de femmes rurales et autochtones, prouvant ainsi qu'il était possible de combler l'écart technologique.

Les Assemblées des membres et Forums fonciers régionaux virtuels de cette année ont non seulement garanti une représentation paritaire des femmes et des hommes, mais ils ont aussi tous organisé une session dédiée à la sécurisation des droits fonciers des femmes. Dans la région ALC, plusieurs dialogues virtuels consacrés aux impacts du COVID-19 sur les femmes ont été organisés, dont les conclusions ont été largement diffusées auprès des partenaires de développement et des gouvernements pour aider à influencer les programmes. Les membres ont aussi pu utiliser les outils numériques à leur avantage – citons par exemple GROOTS Kenya, qui a collecté des données sur **LANDEX** pour élaborer des supports de plaidoyer et de formation entre pairs pour son travail au Kenya, en Tanzanie et au Mozambique.

POSITIONNEMENT DES DROITS FONCIERS DES FEMMES : CRÉATION DE PARTENARIATS ET D'UN MOUVEMENT MONDIAL

Aucune des avancées vers une meilleure reconnaissance des droits fonciers des femmes auxquelles nous avons assisté n'aurait été possible sans la collaboration solidaire entre la Coalition et des partenaires partageant le même état d'esprit.

En 2020, l'ILC a officiellement rejoint le Comité de pilotage de la **CAMPAGNE STAND FOR HER LAND**. La campagne, coordonnée par le membre de l'ILC Landesa, vise à combler l'écart entre la loi et la pratique en matière de droits fonciers des femmes, dans le but à long terme de bâtir un mouvement mondial en faveur des droits fonciers des femmes.

L'ILC a également aidé à mettre sur pied un Groupe mondial de référence pour le **FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ** et le processus d'*examen de Beijing+25*, afin de s'assurer de l'intégration des droits fonciers des femmes dans des plans d'action sexotransformateurs pour 2021-2026. Grâce au plaidoyer de l'ILC, deux projets de plans d'action (sur le changement climatique et la justice économique) reconnaissent désormais les droits fonciers des femmes et leur contrôle sur les actifs de valeur, y compris les ressources naturelles. Le groupe a également dirigé des consultations régionales rassemblant 71 organisations d'ALC, d'Asie et d'Afrique.

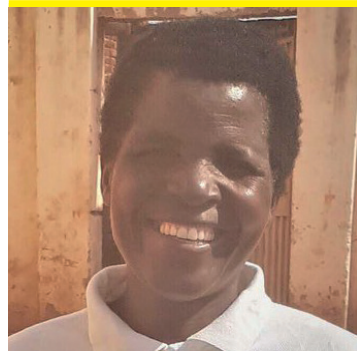


IMPACTS SUR LE TERRAIN : SOUTENIR LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX ESPACES DÉCISIONNELS

Dans de nombreuses régions du monde, les normes culturelles et traditionnelles continuent d'empêcher les femmes de participer aux mêmes espaces que les hommes, où d'importantes décisions concernant leurs droits fondamentaux et leur avenir sont prises.

Les *plateformes SNE* relèvent ce défi et leurs efforts de plaidoyer ont déjà produit des résultats positifs, avec l'adoption par certains gouvernements de lois sensibles au genre et l'intégration de la justice entre les genres dans les pratiques. En *Albanie*, l'adoption d'une nouvelle loi sur le secteur forestier garantit une participation publique paritaire à la rédaction des plans de gestion des forêts. De même, en *Mongolie*, les membres de la SNE ont obtenu des soums (autorités à l'échelon du district) qu'ils acceptent les femmes en tant que cosignataires des accords relatifs à l'utilisation des pâturages, qui définissent l'usage des pâturages par les éleveurs et les soums, renforçant ainsi le pouvoir décisionnel des femmes et leur contrôle sur les ressources des ménages.

Les plateformes SNE ont également œuvré en faveur de la participation des femmes aux espaces décisionnels. Au *Cameroun*, les membres de la SNE ont plaidé, avec succès, pour la réorganisation des pratiques coutumières traditionnelles. En conséquence, les « Conseils des notables » doivent désormais compter au moins 30 % de femmes et de jeunes.



EN SAVOIR PLUS

- **L'HISTOIRE DE FELIA – LES FEMMES RURALES NOURRISSENT LA PLANÈTE, MAIS PEUVENT-ELLES DÉCROCHER UNE PLACE À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS ?**
- **ANALYSE DES CONTRIBUTIONS DE LA SNE MALAWI**

Le modèle SNE s'est avéré avoir des impacts même dans les contextes les plus difficiles. La SNE *Guatemala* a participé et aidé à faire voter la Ley de Desarrollo Económico de las Mujeres (loi sur le développement économique des femmes), garantissant ainsi l'accès des femmes aux ressources économiques et de production.

DANS LE RÉSEAU : INTÉGRATION DES OUTILS, DÉFENSE DE LA JUSTICE ENTRE LES GENRES, LEADERSHIP DES FEMMES

L'ILC ne se contente pas de défendre les droits fonciers des femmes dans les communautés et les espaces politiques mondiaux. Elle est également un réseau composé de nombreuses femmes. Promouvoir la justice entre les genres et faciliter les échanges entre femmes au sein de la Coalition sont restés une priorité, en particulier dans le contexte de la crise de COVID-19. Women for Women (W4W), le réseau de mentorat et de solidarité de l'ILC qui compte 41 femmes de 27 organisations membres, a continué de faciliter les échanges et le soutien mutuel. Selon les participantes, ce réseau est « édifiant pour la carrière des femmes » ; « un espace sûr où les mentores et les mentorées peuvent apprendre les unes des autres » ; et « l'occasion d'apprendre de la passion, de l'expérience et des réalités variées des femmes impliquées ». C'est également dans ce contexte que l'ILC a organisé la toute première table ronde Mothers of ILC, un espace permettant aux mères qui travaillent de discuter des difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale pendant la pandémie.



À LA RENCONTRE DE WINNY ET NADYA

- **PARTICIPANTES AU PROGRAMME DE MENTORAT WOMEN4WOMEN**

« Je ne savais pas si je pouvais modifier et influencer les politiques locales. Heureusement, je n'étais pas toute seule. J'ai pu me tourner vers les femmes d'autres organisations – dont des membres de l'ILC. Nous travaillons ensemble, nous échangeons des informations, nous nous consultons les unes les autres. »

Winnie Chepkemoi, responsable Droits fonciers des femmes, Kenya Land Alliance

DES PARTENARIATS AU SERVICE DES CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE FONCIÈRE

La sécurisation des droits fonciers est fondamentale pour mettre fin à la pauvreté et bâtir des sociétés pacifiques et justes, mais il est évident que nous ne pouvons travailler de manière isolée. Cette année, l'ILC a travaillé plus dur que jamais pour bâtir des *partenariats stratégiques* mondiaux afin d'élargir les interventions dans les domaines clés dans lesquels nous cherchons à faire la différence. Voici une présentation rapide de certains de ces partenariats.



LANDCOLLABORATIVE

Les plateformes multipartites sont les « moteurs du changement » au sein de l'ILC. Elles sont de plus en plus reconnues comme étant essentielles à une gouvernance foncière inclusive, notamment par la **FAO DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DES VGGT**. La **LAND COLLABORATIVE** rassemble, au sein d'une communauté de pratique mondiale promouvant l'existence de plateformes multipartites efficaces pour la gouvernance foncière, les principaux partisans de plateformes multipartites dans le secteur foncier.

En 2020, le noyau central de la Land Collaborative, composé de la FAO, de Welthungerhilfe et de CoRe, s'est étendu pour accueillir le **MEKONG REGIONAL LAND GOVERNANCE PROJECT (MRLG)**. Ce partenariat en pleine croissance consolide son expansion géographique, puisqu'il s'étend désormais à plus de 40 pays, y compris les pays ciblés par le *programme LAND-at-scale*.

LE CONVERGENT GROUP

Le Convergent Group, qui travaille en étroite collaboration avec la Land Collaborative, a été formé en janvier 2020 pour coordonner les appuis fournis dans certains pays dotés de plusieurs programmes de gouvernance foncière. Les partenaires formant le groupe sont la Banque mondiale, le FIDA, la FAO, Welthungerhilfe et la One Team de l'ILC. La Coalition, en particulier, a cherché à offrir aux plateformes multipartites dans les pays cibles l'occasion de jouer un rôle plus important dans les programmes de réforme foncière.

Un *recensement mondial des pays convergents* a identifié une première cohorte de cinq pays pilotes à « haut potentiel » dotés de programmes de plateformes pluripartites et d'OIG faisant double emploi (où au moins quatre partenaires interviennent, y compris deux IFI et deux partisans de plateformes multipartites). Dans ces pays, les partenaires associent les plateformes multipartites avec la mise en œuvre de vastes programmes fonciers : la Colombie (**MULTIPURPOSE CADASTER PROJECT**), la Tanzanie (**LAND TENURE IMPROVEMENT PROJECT**), le Sénégal (Project Cadastre et Sécurisation Foncière au Sénégal) et les Philippines (**SUPPORT TO PARCELIZATION OF LANDS FOR INDIVIDUAL TITLING (SPLIT) PROJECT**).



Le **SDG LAND MOMENTUM GROUP**, mis sur pied par l'équipe d'appui de l'ILC, **A RÉVÉLÉ QUE SEULS SEPT PAYS SUR 47 RÉDIGEAIENT DES RAPPORTS SUR LES CIBLES FONCIÈRES DES ODD** à l'intention du Forum politique de haut niveau pour le développement durable – soit moins de 15 %. Afin d'encourager la *rédaction de rapports sur les cibles foncières des ODD*, le SDG Land Momentum Group a élaboré une méthode visant à aider les États parties et organisations de la société civile (OSC) à produire des rapports complets sur les quatre cibles identifiées du Programme de développement à l'horizon 2030. La *méthode* a été testée dans quatre pays d'Amérique latine (*Argentine, Équateur, Honduras et Pérou*), et les conclusions de ces études pilotes serviront de tremplin à un plan de plaidoyer régional sur les ODD. Le SDG Momentum Group estime, grâce aux webinaires organisés en 2020 pour présenter la méthode aux différentes parties prenantes et exercer une pression plus forte en vue de la réalisation des ODD, qu'un plus grand nombre de parties prenantes feront des déclarations relatives aux questions foncières en 2021.



5 YEARS LATER
PROGRESS TOWARDS THE SDG LAND RIGHTS COMMITMENTS
WHAT CAN WE LEARN FROM THE 2020 CONSULTATION RESPONSES FROM THE SDG INDICATOR? GLOBAL MEASUREMENT

LIRE LE RAPPORT

→ **COMMENT POUVONS-NOUS ATTEINDRE LES ODD SI LES PAYS NE FONT PAS DE DÉCLARATIONS EXHAUSTIVES SUR LES CIBLES FONCIÈRES DES ODD ?**



LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

En 2020, l'équipe d'appui de l'ILC a officiellement commencé à nouer le dialogue avec le *Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)* pour veiller à ce que les droits fonciers restent au cœur de systèmes alimentaires durables. Ce dialogue s'est notamment traduit par un partenariat consacré au **RELAIS MONDIAL DE 24 HEURES** de la Journée mondiale de l'alimentation, la participation au *Champions Network* et au *Leadership Group* et la planification d'un *dialogue indépendant* sur la terre et les systèmes alimentaires pour 2021. Toutes les interactions visent à permettre aux OGC de s'exprimer d'une voix plus forte à l'occasion du Sommet.



ÉDITORIAL DE MICHAEL TAYLOR

→ **AUJOURD'HUI, C'EST LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALIMENTATION, ET IL EST TEMPS DE FAIRE CHANGER LES CHOSES**

UNE STRATÉGIE FONCIÈRE MONDIALE

La plupart des pays sont sur la mauvaise voie pour atteindre les cibles foncières des ODD. De plus, la visibilité de la gouvernance foncière est à risque compte tenu des crises mondiales urgentes actuelles. Dans ce contexte, l'ILC travaille avec le Groupe de travail mondial de donateurs sur les questions foncières, la FAO et le GLTN en vue de convenir d'une « stratégie foncière mondiale » pour accroître l'intérêt porté aux cibles foncières des ODD et les interventions y afférentes. L'une des premières actions consiste à rédiger un *Rapport sur la gouvernance foncière mondiale* pour donner plus de visibilité à la situation et à l'importance des questions foncières dans les ODD.

La position de coresponsable de l'ILC reflète la reconnaissance croissante dont jouit la Coalition en tant que leader mondial de la communauté foncière et garante des approches participatives dans ce type de processus. L'ILC fournit également une partie des données destinées au rapport via LANDex, garantissant ainsi une place de choix pour les données centrées sur les personnes.

UNE COALITION DE PLATEFORMES DIRIGÉES PAR LES MEMBRES

STRATÉGIES NATIONALES D'ENGAGEMENT

Les Stratégies nationales d'engagement (SNE) sont des plateformes multipartites qui aident à décomposer et simplifier les difficultés de la gouvernance foncière en établissant des priorités et en trouvant des solutions aux problématiques foncières les plus complexes d'un pays. Elles parviennent à leurs fins en partie parce qu'elles sont menées à l'échelle nationale et dirigées par les membres, et qu'elles aident à créer un climat de confiance et d'inclusivité entre les gouvernements et les communautés locales.

En 2020, l'ILC appuyait 30 plateformes nationales. L'Afrique accueille le plus grand nombre de SNE (11), suivie par l'Asie et la région ALC (huit chacune), puis par la région EMOAN (trois). Les SNE se transforment de plus en plus en plateformes par lesquelles l'ILC traduit ses initiatives régionales et mondiales en avancées nationales tangibles vers l'instauration d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes, assurant une plus grande intégration entre les activités de l'ILC. Par exemple, fin 2020, 40 % des SNE avaient intégré LANDex dans leurs plans de travail triennaux, ce qui leur permet de collaborer avec les gouvernements pour effectuer leurs déclarations sur les indicateurs fonciers des ODD.

Nous avons également assisté à la transformation radicale des systèmes de gouvernance interne des plateformes SNE, en partie due au nouveau modèle opérationnel, qui en a poussé plus d'une à s'élargir, à accorder la priorité aux OGC, à promouvoir la présence d'un nombre plus important de femmes au sein de leurs organes de gouvernance (hausse de 5 %, portant ainsi le total à 40 %) et à inclure des représentants des gouvernements dans leurs comités de pilotage (Népal, Kirghizistan, Albanie, Libéria et Malawi). Ceci illustre bien le climat de confiance que l'ILC a contribué à instaurer entre les communautés locales, les OSC, les organismes internationaux et les gouvernements au cours des dernières décennies.



L'ILC A ENTREPRIS UNE ANALYSE DES CONTRIBUTIONS DANS TROIS PAYS POUR MIEUX COMPRENDRE OÙ ET COMMENT ES SNE ONT PU ATTEINDRE LEUR OBJECTIF DE GOUVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES PERSONNES

D'AUTRES SONT EN PRÉPARATION.

Les SNE ont réussi à s'adapter rapidement aux circonstances difficiles de la crise de COVID-19. Certaines ont pu exercer une influence sur les programmes de relance pour y inclure des mesures spécifiques aux femmes rurales (Sénégal), aux peuples autochtones (Pérou) ou aux petits agriculteurs/agriculteurs familiaux (Afrique du Sud). Dans les environnements politiquement plus instables, les réseaux et alliances appuyés par les SNE ont réussi à empêcher l'adoption de nouvelles politiques susceptibles de porter davantage préjudice aux communautés et d'éroder les principes démocratiques (Guatemala, Argentine).

Malgré les circonstances, de nombreuses plateformes SNE ont fait des progrès remarquables en travaillant aux côtés d'acteurs non étatiques et d'autorités gouvernementales pour faire avancer la gouvernance foncière centrée sur les personnes.

EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD : UN CHANGEMENT DE POLITIQUE

Grâce à son partenariat solide avec le ministère du Tourisme et de l'Environnement, la SNE **Albanie** a pu activement contribuer à la rédaction d'une nouvelle loi sur la forêt. Cette loi, approuvée en avril 2020, permet aux agriculteurs et aux utilisateurs des forêts de conclure des accords de cogestion directement avec les municipalités locales.

EN SAVOIR PLUS

- ➔ **REPORTAGE SPÉCIAL SUR LES SOINS APPORTÉS PAR LES AGRICULTEURS ALBANAIS AUX VASTES FORÊTS DU PAYS**
- ➔ **ANALYSE DES CONTRIBUTIONS DE L'ILC EN ALBANIE**

ASIE : SIX CHANGEMENTS DE POLITIQUES ET 12 MODIFICATIONS DES PRATIQUES

En Asie, les SNE se sont associées aux plateformes IFE et à des processus mondiaux et régionaux pour créer des opportunités de dialogue politique étayé par des données probantes. Par exemple, les membres de la SNE Kirghizistan ont créé un Comité national sur l'agriculture familiale (NCCF) dans la lignée de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale. Une collaboration réussie entre la Central Asia Pastoral Alliance (CAPA), la SNE Kirghizistan et la SNE Mongolie a contribué à la prise de position par la Mongolie en faveur de l'Année internationale des parcours et des pasteurs, et à son adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies. Avec l'aide de la CAPA, les SNE **Mongolie** et **Kirghizistan** ont aussi pu amender des réglementations en vigueur sur les parcours à l'échelle nationale et infranationale.

Au **Cambodge**, la plateforme SNE a convaincu le gouvernement d'inclure les organisations de peuples autochtones dans les consultations relatives à l'élaboration de politiques nationales touchant leurs communautés.

Au **Népal**, la plateforme SNE a directement contribué à la modification du huitième amendement de la loi foncière de 1964, qui contient des dispositions fortes sur la redistribution des terres non utilisées aux ménages sans terres.



EN SAVOIR PLUS

→ [ANALYSE DES CONTRIBUTIONS DE L'ILC AU NÉPAL](#)

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : SEPT CHANGEMENTS DE POLITIQUES ET TROIS MODIFICATIONS DES PRATIQUES

En Amérique latine, les plateformes SNE ont plaidé pour plus d'investissements dans les systèmes d'appui à l'agriculture familiale garantissant la souveraineté territoriale, la reconnaissance et la protection du droit à la terre des communautés autochtones et la protection de l'héritage naturel et culturel.

En **Argentine**, la plateforme SNE a fait pression sur le Conseil à l'agriculture familiale pour que celui inclue des OGC dans le processus de révision de la loi 27 118 sur l'agriculture familiale.

En **Équateur**, la création de partenariats avec les autorités locales a entraîné l'officialisation du Consortium public de gouvernements autonomes décentralisés (PC-DAG), qui régira les territoires ancestraux et soutiendra les écosystèmes gérés localement dans différentes provinces.

Au **Pérou**, la SNE a mis en lumière l'impact disproportionné du COVID-19 et sa propagation fulgurante au sein des peuples autochtones d'Amazonie. Le ministère de la Santé a adopté les recommandations de la SNE dans son plan d'intervention pour l'Amazonie.

Dans la région ALC, plus que partout ailleurs, l'accent doit être placé sur les efforts visant à renforcer la capacité des plateformes à fournir un appui aux mouvements sociaux, alors qu'au Guatemala par exemple, le gouvernement a profité de la pandémie pour faire taire et affaiblir leurs efforts et traiter en criminels les défenseurs de la terre et de l'environnement.



EN SAVOIR PLUS

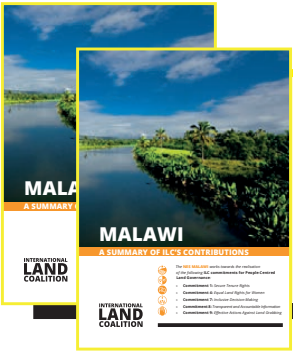
→ [ANALYSE DES CONTRIBUTIONS DE L'ILC EN COLOMBIE](#)

AFRIQUE : TROIS CHANGEMENTS DE POLITIQUES ET QUATRE MODIFICATIONS DES PRATIQUES

Plusieurs plateformes SNE en Afrique ont réalisé des *percées sur le plan législatif*, montrant comment les plateformes multipartites peuvent promouvoir la gouvernance foncière centrée sur les personnes.

Les membres et partenaires de la SNE **Kenya** se sont assurés que les nouvelles réglementations en matière de transactions foncières électroniques étaient conformes à la loi sur les terres communautaires de 2016, en travaillant en étroite collaboration avec le ministère des Terres et de l'Aménagement du territoire. L'intervention de la plateforme a aidé à garantir que la nouvelle loi, entrée en vigueur en juillet 2020, respectait la gestion communautaire des régimes fonciers. En Tanzanie, une collaboration avec le FIDA a montré qu'il était possible de rassembler le gouvernement, la société civile et les communautés pour assurer un aménagement inclusif du territoire au sein des villages en suivant une démarche multipartite.

Dans les pays où de nouvelles *lois foncières sont en cours de mise en œuvre*, en particulier au Malawi et au Togo, les SNE ont organisé de vastes campagnes de sensibilisation civique ciblant les chefs traditionnels. La SNE **Malawi** a choisi d'effectuer des programmes télévisés et radios pour sensibiliser les communautés aux changements, puisque la pandémie empêchait de mener des actions de proximité en milieu rural. Au **Cameroun**, un plaidoyer ininterrompu a abouti à la suspension d'affectations de terres qui auraient violé des droits coutumiers dans les départements de Lekie, Vina et Dja-et-Lobo. Par ailleurs, la SNE a convaincu la plus haute autorité du pays à mettre un terme à l'abattage d'arbres dans la forêt tropicale d'Ebo, l'un des hauts lieux de la biodiversité dans le monde.



EN SAVOIR PLUS

→ [ANALYSE DES CONTRIBUTIONS AU MALAWI](#)

INITIATIVES FONDÉES SUR LES ENGAGEMENTS ET PLAIDOYER À L'ÉCHELLE MONDIALE

Les Initiatives fondées sur les engagements (IFE) offrent une plateforme permettant aux membres de l'ILC ayant une orientation régionale et/ou mondiale de plaider en faveur d'un ou plusieurs **ENGAGEMENTS DE L'ILC**. Elles constituent des moteurs puissants pour permettre aux membres de l'ILC de renforcer les efforts collectifs et d'influencer les politiques publiques à tous les niveaux.

En 2020, l'ILC fournissait un appui à **27 plateformes IFE** (quatre mondiales, neuf en Afrique, cinq dans la région ALC, huit en Asie et une dans la région EMOAN) et mobilisait **196 membres pour des échanges de connaissances, activités de plaidoyer et collectes de données**. En vertu des critères du nouveau modèle opérationnel, la **structure de gouvernance** des plateformes garantit un **leadership conjoint**, une **participation inclusive** à la prise de décisions, une croissance stratégique, la **diversité des membres et participants** extérieurs et la promotion de la **justice entre les genres**, avec 50 % de femmes agents de liaison IFE.

Tout au long de l'année, les membres ont su relever les défis de la pandémie, prouvant que leur travail en faveur des droits fonciers est essentiel pour assurer la résilience, la durabilité et la paix. Voici quelques exemples de leur détermination et de leurs réalisations.



AGRICULTURE FAMILIALE

L'**initiative relative à la solidité des systèmes agricoles de petite échelle** est l'un des exemples les plus réussis d'intégration des IFE dans les débats politiques nationaux et régionaux, et montre comment le maintien de partenariats avec des OIG et des organismes régionaux – comme la REAF, le SICA, la CEDEAO et l'ANASE – peut conduire à un changement de politique. Cette collaboration fructueuse entre les membres et leurs partenaires a contribué à l'approbation de sept plans nationaux relatifs à la DNUAF en **République dominicaine**, en **Gambie**, en **Indonésie**, au **Pérou**, au **Costa Rica**, au **Népal** et à **Panama**. Fin 2020, 19 plateformes SNE s'étaient engagées dans la DNUAF et sept pays avaient adopté des politiques favorables à l'agriculture familiale grâce à ces efforts conjoints.

L'ILC a également publié un manuel consacré à la **DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PAYSANS ET DES AUTRES PERSONNES TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES** en partenariat avec l'**Académie de Genève**, dans un effort continu pour renforcer les capacités des membres relatives aux instruments de droit international des droits de l'homme et mettre en évidence les principaux messages et recommandations pouvant servir leurs activités de plaidoyer.



LE MONDE A ÉGALEMENT PU CONSTATER LE RÔLE DE PREMIER PLAN JOUÉ PAR LES PETITS AGRICULTEURS DANS LA FOURNITURE D'ALIMENTS SAINS, FIABLES ET DE BONNE QUALITÉ – CE QUI EXPLIQUE POURQUOI NOTRE VIDÉO « REMERCEZ UN AGRICULTEUR » EST DEVENUE VIRALE.

➔ **VOIR LA VIDÉO**



TERRES DE PARCOURS

L'année 2020 a aussi été une année importante en termes d'amélioration des dispositions relatives aux **terres de parcours et à la mobilité**, puisque le Comité de l'Agriculture de la FAO a accepté de proposer que 2026 soit l'**Année internationale des parcours et des pasteurs**. Avec la prise en charge de la coordination par la World Alliance of Mobile Indigenous Peoples (WAMIP), qui a davantage transformé cette plateforme en mécanisme de soutien à un mouvement mondial de pasteurs, cette année a aussi été l'occasion de repenser le plaidoyer relatif aux terres de parcours de notre réseau. En Asie, les deux plateformes infrarégionales ILC de l'Initiative sur les terres de parcours, **CAPA** et la **South Asia Pastoralist Alliance (SAPA)**, en collaboration avec les **SNE** de la région, ont soutenu les concertations et l'engagement politiques dans les pays dans le but d'améliorer les réglementations relatives aux pâturages en **Afghanistan**, en **Inde**, en **Ouzbékistan**, en **Mongolie**, au **Kazakhstan** et au **Kirghizistan**.



DROITS FONCIERS DES FEMMES

Les membres de l'Initiative relative aux droits fonciers des femmes continuent de jouer un rôle incontournable dans la promotion de la **justice entre les genres** dans le travail des SNE à l'échelle nationale. Dans certains pays, comme l'**Ouganda**, la **Zambie** et l'**Afrique du Sud**, des leaders clés de l'IFE président également les plateformes SNE. Cela encourage le leadership des femmes, mais permet également de s'assurer que les plateformes SNE continuent de traiter les droits fonciers des femmes comme une priorité.

Le travail à l'échelle régionale consiste aussi à diffuser notre message ; c'est exactement ce que fait l'initiative des femmes rurales en Amérique latine et dans les Caraïbes dans son **podcast régulier « Mujeres Rurales por la Tierra »**, disponible sur Soundcloud : **[HTTPS://SOUNDCLOUD.COM/MUJERESPORLATIERRA](https://soundcloud.com/mujeresporlatierra)**.

Pour plus d'informations, lire la section « Les femmes d'abord ! » ci-dessus.



PEUPLES AUTOCHTONES

En **Afrique**, l'Initiative de l'ILC consacrée aux peuples autochtones a soutenu les efforts de plaidoyer en faveur de la mise en œuvre de la décision de la Cour Africaine favorable au peuple Ogiek, au **Kenya**, et travaille aujourd'hui à l'identification des accaparements de terres sur les territoires autochtones et au renforcement organisationnel des San, au **Bostwana**.



ÉDITORIAL DE JOAN CARLING ET MIKE TAYLOR

➔ **DU COLONIALISME AU COVID-19, LES PEUPLES AUTOCHTONES FONT PREUVE DE RÉSILIENCE FACE AUX EXPULSIONS**



GESTION LOCALE DES ÉCOSYSTÈMES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

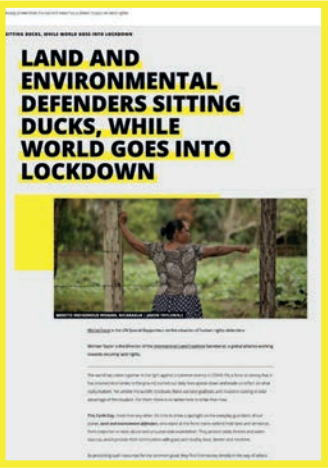
Les Nations Unies ont déclaré *2021-2030 la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes*. Grâce à la mobilisation de l'ILC, les régimes fonciers ont été reconnus comme l'un des principaux domaines d'action de la décennie, et la Coalition jouera un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Dans la région ALC, la *plateforme Semiáridos*, en collaboration avec le FIDA et l'organisation Articulação no Semiárido Brasileiro (ASA), a lancé un programme régional d'échange de connaissances en matière de production résiliente au changement climatique dans les terres semi-arides du Brésil, d'El Salvador et d'Argentine, qui devrait durer trois ans.



DÉFENSEURS DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

La **COALITION DE DÉFENSE DES DÉFENSEURS DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (COALITION DD)** a soutenu, dans le cadre d'une campagne en faveur de la ratification de l'*accord Escazú*, le tout premier instrument contraignant des droits humains et environnementaux en Amérique latine. À l'échelle internationale, le Secrétariat de l'ILC a consolidé les contributions de 11 membres à la *Politique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les défenseurs des droits humains et environnementaux*. À l'échelle régionale, les interventions menées par l'*Afrique* ont conduit à la libération de *neuf défenseurs des droits fonciers* faisant face à des poursuites judiciaires – quatre en RDC, deux à Madagascar, un au Sénégal et deux au Cameroun. Dans la région *ALC*, l'initiative a renforcé ses liens avec le *HCDC* et la *CEPALC* en organisant le Forum des défenseurs environnementaux en Amérique latine.

En ce qui concerne le travail de la Coalition DD en matière de *collecte de données* dans le but de suivre les attaques – autres que meurtrières – contre les défenseurs, **VOIR P. 35**.



ÉDITORIAL DE MICHEL FORST ET MICHAEL TAYLOR

→ **LES DÉFENSEURS DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT, UNE PROIE FACILE À L'HEURE DU CONFINEMENT**

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE TRANSFORMATION

Après s'être imposée comme un réseau de formation, l'ILC s'est attachée en 2020 à renforcer davantage les capacités des plateformes dirigées par les membres à assurer un véritable changement. Ces activités visent à mobiliser, outre les membres de l'ILC, un mouvement foncier plus vaste traitant d'autres problématiques comme le changement climatique, les systèmes alimentaires et les inégalités. Cela permet en effet de maintenir les questions foncières au premier plan de l'agenda mondial, renforce les droits fonciers et la gouvernance foncière et atténue les autres inégalités et crises mondiales dans lesquelles la terre occupe une place centrale.

UN RÉSEAU DE FORMATION

Les initiatives de formation de l'ILC sont organisées en ligne ou en face à face (voir l'**INITIATIVE D'APPRENTISSAGE RELATIVE À LA PROTECTION DES TERRES COMMUNAUTAIRES** et le **PROGRAMME JEUNESSE ET LEADERSHIP**). Toutefois, comme bon nombre d'autres organisations, la Coalition a dû, en 2020, déplacer toutes ses activités de formation en ligne. Dans le cadre de la *série de webinaires 2020 de l'ILC*, 28 webinaires de formation à vocation mondiale, régionale ou nationale ont touché **1 909 participants directs** sur Zoom, dont 33 % issus d'organisations membres, et 50 % de femmes. Sur 81 intervenants, 49 % étaient issus d'organisations membres, et 48 % étaient des femmes. De nombreux autres participants ont suivi les webinaires par le biais de la diffusion en direct sur Facebook Live et YouTube.

Les webinaires nous ont permis de répondre rapidement et avec souplesse à des problèmes critiques, par exemple sur les rapports entre le COVID-19 et la terre en **ASIE**, en **AFRIQUE**, en **AMÉRIQUE LATINE** et à l'échelle **MONDIALE**, et de rencontrer et échanger avec des publics nouveaux et parfois difficiles à atteindre, y compris des OIG et des entités extérieures à la Coalition. Ces nouvelles connexions ont donné l'occasion à l'ILC de proposer des formations plus ciblées, par exemple sur **LA RÉDACTION DE RAPPORTS RELATIFS AUX ODD** et **LANDEX**. L'ILC, en collaboration avec AGTER, a par ailleurs lancé la première année de sa formation en ligne sur l'accaparement des terres en **ANGLAIS**, en **ESPAGNOL** et en **FRANÇAIS**, à laquelle 82 étudiants ont participé, dont 42 % issus d'organisations membres et 44 % de femmes.

*Pour plus de ressources didactiques, voir le **CENTRE D'APPRENTISSAGE**, régulièrement mis à jour avec l'ajout de notes pratiques, de vidéos, de billets de blogs et de manuels conçus en collaboration avec les membres.*

L'INITIATIVE RELATIVE À LA PROTECTION DES TERRES COMMUNAUTAIRES

L'**INITIATIVE RELATIVE À LA PROTECTION DES TERRES COMMUNAUTAIRES (CLPI)**, dirigée en collaboration avec Namati et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), fournit aux membres les compétences pratiques nécessaires pour aider les communautés à recenser et protéger leurs terres coutumières.

Les participants à l'initiative reçoivent une bourse d'innovation relative à la protection des terres communautaires et bénéficient d'une assistance technique prenant la forme d'activités d'échange, de suivi et de mentorat tout au long de l'année. Le partenariat s'est transformé en *réseau mondial composé de neuf organisations et de 18 leaders et défenseurs de la protection des terres communautaires*. Malgré les restrictions de 2020, les partenaires de la CLPI ont bien progressé dans la mise en œuvre de leurs stratégies.



PRÉSENTATION DE LA CLPI

→ [VOIR LA VIDÉO](#)

Au *Chili*, l'ONG chilienne *Observatorio Ciudadano* aide les peuples autochtones à combiner les évaluations des impacts sur les droits humains (EIDH) à une cartographie des chaînes d'investissement pour garantir la redevabilité des sociétés minières. Elle a constaté que trois projets menés sur des terres autochtones et ayant commis de graves violations des droits humains étaient imputables à une entreprise canadienne d'extraction aurifère, Kinross. Une stratégie de plaidoyer visant à définir les solutions qui s'offrent à la communauté de Colla de Pai-Ote pour garantir la redevabilité des parties prenantes et obtenir justice est en cours d'élaboration.



AVEC KARINA

→ [GARANTIR LA REDEVABILITÉ DES ENTREPRISES GRÂCE À L'OUTIL D'ÉVALUATION DES IMPACTS SUR LES DROITS HUMAINS](#)

Le *Community Self-Reliance Centre*, au *Népal*, a conclu un protocole d'entente avec les autorités locales en vue de la mise en œuvre de plans novateurs de cartographie du contexte pour appuyer la redistribution de terres aux familles d'utilisateurs de la terre informels ou sans-terre. Au total, 1 047 ménages ont été interrogés, et des exercices de cartographie, de visionnement et d'évaluation des ressources, auxquels 249 personnes issues de six communautés autochtones Tharu ont pris part, ont été réalisés. Le CSRC facilitera des réformes de redistribution des terres à l'échelle des villages au premier trimestre 2021.



EN SAVOIR PLUS

→ [AIDER LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES À SÉCURISER LEURS DROITS FONCIERS AU NÉPAL](#)



AVEC JAGAT

→ [AIDER UNE COMMUNAUTÉ À RÉALISER UNE CARTOGRAPHIE DU CONTEXTE](#)

Au *Libéria*, dans un contexte d'après-conflit où les pressions exercées sur les terres sont déjà élevées et en hausse, la *Rights and Rice Foundation (RRF)* aide sept communautés à élaborer des règlements sur les terres et les ressources naturelles. Elle travaille aux côtés de l'autorité foncière du Libéria pour garantir la reproduction et la mise à l'échelle de ses initiatives, et a signé sept protocoles d'entente avec des autorités traditionnelles pour maximiser l'appropriation, l'adhésion et l'exécution desdits règlements.



AVEC JOHN

→ [ASSURER UNE PRISE DE DÉCISIONS PARTICIPATIVE](#)

L'*Indonesian Institute for Forest and Environment (RMI)* met en œuvre un projet intégré de foresterie sociale dans deux municipalités, en appliquant des outils de visionnement et d'autres outils participatifs visant à élaborer un plan de gestion des terres responsable pour aider les communautés locales à protéger leurs droits fonciers.



AVEC WAHYU

→ [RENFORCER LE LEADERSHIP COMMUNAUTAIRE](#)

INÉGALITÉS FONCIÈRES ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES

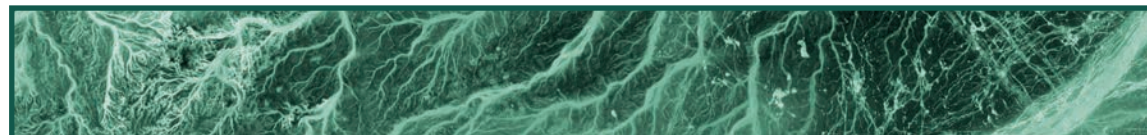
La production du *rapport sur les inégalités foncières* a constitué l'un des temps forts de l'année 2020. Le rapport « **EN TERRAIN INÉGAL - DES INÉGALITÉS FONCIÈRES AU CŒUR DES INÉGALITÉS SOCIÉTALES** » a été rédigé par l'ILC et Oxfam sur la base de 17 études menées par 16 membres et quatre acteurs extérieurs, dont des organisations mondiales et des OSC locales, des groupes de réflexion et des organismes de recherche.

Ces recherches montrent non seulement la *situation choquante des inégalités foncières dans le monde, par ailleurs en pleine expansion*, mais aussi les liens entre ces inégalités et d'autres inégalités et le rôle central qu'elles jouent dans les crises actuelles : crise de la démocratie, changement climatique et autres crises environnementales, crise du chômage, crise des migrations de masse, crises sanitaires et pandémies.

Le rapport a attiré beaucoup d'attention, avec *600 participants aux webinaires* à l'occasion de la semaine des inégalités foncières, plus de *120 000 impressions publiées sur divers médias sociaux* et une **COUVERTURE MÉDIATIQUE** importante. C'est dit : les inégalités foncières sont un problème plus important que nous ne le pensions, et elles se multiplient. Il est urgent et dans l'intérêt de tous de régler cette situation. Un tour d'horizon des événements de la semaine est disponible ici.

Globalement en 2020, l'ILC a produit *129 produits du savoir, dont 24 documents de réflexion et articles de recherche, 18 notes politiques et techniques, 12 études de bonnes pratiques, sept notes pratiques, 11 manuels et boîtes à outils et 21 supports audiovisuels*. La toute première note *Science for Action*, intitulée « **SECURING LAND AND TERRITORIAL RIGHTS FOR INDIGENOUS PEOPLES** », est aussi née d'une collaboration constante entre l'équipe de recherche de l'ILC, les membres du CGIAR et le Global Land Programme.

Ces produits du savoir et collaborations aident nos membres et la communauté foncière au sens large à trouver de l'inspiration et des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés au quotidien. Le partage de leurs expériences nous permet non seulement de maintenir le cycle d'apprentissage en vie au sein du réseau, mais aussi de publier des recherches innovantes et passionnantes qui, nous l'espérons, changeront le cours des droits fonciers dans le programme de développement.



GLOBAL
LAND
GOVERNANCE
INDEX

DONNÉES RELATIVES À LA GOUVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES PERSONNES

Alors que **LANDex**, l'outil de suivi de la gouvernance foncière centrée sur les personnes de l'ILC, est déployé dans un nombre de plus en plus important de pays, il gagne en légitimité à l'échelle internationale et nationale et cimente le pouvoir de mobilisation de l'ILC en matière de données. Utilisé pour suivre la gouvernance foncière à l'échelle nationale, LANDex sert aussi largement au suivi des ODD et des VGGT, à la rédaction de contre-rapports ODD et d'évaluations de pays, et à la construction d'un ensemble de données unique sur les attaques perpétrées contre les défenseurs de la terre et de l'environnement.

Avec l'appui de *webinaires LANDex* publics en trois langues, nous avons pu assister en 2020 à la mise en œuvre complète de l'outil dans cinq pays et à son déploiement dans sept autres. En Amérique latine, LANDex a été pleinement mis en œuvre au *Pérou* et au *Chili*, tandis que des indicateurs LANDex sélectionnés ont été utilisés dans le cadre de contre-rapports ODD pour *l'Argentine* et *l'Équateur*. Avec Prindex (l'Indice du droit de propriété), LANDex effectue une étude approfondie des perceptions relatives à la sécurité des régimes fonciers sur les terres collectives en *Colombie*. En Asie, LANDex a été pleinement mis en œuvre en *Mongolie* et au *Bangladesh*, tandis que Land Watch Asia a commencé à appliquer plusieurs de ses indicateurs à l'échelle régionale au *Kirghizistan*, aux *Philippines*, en *Indonésie*, au *Cambodge* et en *Inde*, et a complété les données existantes au *Népal* et au *Bangladesh*. En Afrique, des formations approfondies à LANDex ont été organisées au *Kenya* et au *Togo*. *L'Afrique du Sud* a un ensemble de données complet, et le *Libéria* a réalisé la toute première évaluation de pays LANDex, qui servira de base à la nouvelle SNE.

Au-delà de la mise en œuvre de LANDex, nous avons également assisté en 2020 à l'introduction de *cadres de suivi* qui permettent à l'indice de surveiller directement les aspects fonciers des *ODD* et des *VGGT*. Les cadres fournissent des scores indicels LANDex-ODD et LANDex-VGGT, ainsi que des scores ventilés applicables aux cibles, indicateurs, chapitres et principes et un rapport narratif complémentaire. L'exercice de suivi contribue directement au renforcement des composantes consacrées aux terres des initiatives officielles de suivi.

L'ILC a codirigé le *Groupe de travail sur les données* de la Coalition DD afin de suivre les violations commises à l'encontre des défenseurs de la terre et de l'environnement. Le groupe s'emploie à créer un ensemble de données mondial qui sera stocké au sein de LANDex, et a supervisé des processus pilotes de consolidation des données au *Kenya*, aux *Philippines*, au *Mexique*, en *Colombie* et au *Guatemala*. Lors des confinements nationaux, le groupe a collecté des données sur les attaques liées au COVID-19 au travers de LANDex et de liens publics. Une **DÉCLARATION** reflétant les menaces pesant sur les peuples autochtones pendant la pandémie a été publiée à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones.



EN SAVOIR PLUS

→ **LES RISQUES PESANT SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LES DÉFENSEURS DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT SE SONT AGGRAVÉS PENDANT LA CRISE DU COVID**

Enfin, l'ILC poursuit son engagement avec la *Land Matrix* et *LandMark*. En 2020, la Land Matrix a contribué aux débats du G20 sur les investissements durables, et sert aujourd'hui à suivre la mise en œuvre des VGGT. LandMark continue d'être développé comme le tout premier portail du monde permettant de revendiquer, de manière visible, des terres communautaires et les territoires des peuples autochtones.

ÉMERGENCE D'UN LEADERSHIP AU SEIN DU RÉSEAU

Les *organisations fondées sur des groupes constitutifs (OGC)* représentent 40 % des membres de l'ILC. Il s'agit des organisations qui représentent directement les utilisateurs de la terre et qui leur rendent des comptes ; au sein de l'ILC, elles représentent plus de 70 millions d'utilisateurs de la terre, y compris les petits agriculteurs, les peuples autochtones, les populations pastorales et les femmes. Elles ont non seulement une place à la table des négociations de l'ILC, mais *façonnent aussi la direction prise par le réseau et son avenir*. Il est essentiel d'assurer, au sein de ces organisations, la continuité d'un leadership fort, puisqu'elles interviennent souvent dans des contextes difficiles. Pourtant, il est souvent compliqué d'investir dans une nouvelle génération de leaders et/ou dans un nouveau style de leadership.

Tout au long de l'année 2020, l'ILC a continué d'investir dans la régénération du leadership afin de renforcer les OGC du réseau et de stimuler le potentiel de la prochaine génération. De jeunes ambassadeurs de la **BOURSE D'ÉTUDES ILC-JAI JAGAT** ont continué à acquérir de l'expérience avec une série d'événements régionaux et mondiaux en ligne. Nous pouvons citer par exemple le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires pour la Journée mondiale de l'alimentation, à l'occasion de laquelle **l'ILC A ORGANISÉ UNE SESSION SUR LA JEUNESSE, LA TERRE ET LA NON-VIOLENCE**. Les jeunes leaders étaient également en première ligne pour répondre au COVID-19, en contribuant aux campagnes de plaidoyer et aux initiatives de réponse à la pandémie (p. ex., marchés locaux aux Philippines, initiatives locales d'économie verte en Inde), et ont reproduit des formations au sein de leurs propres communautés et organisations (Nkuzi en Afrique du Sud et FUNDE au Salvador). Leur expérience a également inspiré un **MANUEL SUR LA MOBILISATION DES JEUNES** au sein des mouvements sociaux transformateurs.



AVEC MOLATELO

→ **CRÉER UN MOUVEMENT SOCIAL**

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE JAI JAGAT

→ **ACCÈS À LA TERRE, SOLIDARITÉ ET ACTIONS NON VIOLENTES**

COMMUNICATION, VISIBILITÉ ET ENGAGEMENT DU PUBLIC

En 2020, les activités de communication de l'ILC ont connu un rebond extraordinaire avec le passage de la Coalition tout entière (et du monde entier !) au monde numérique. Cette évolution est à double tranchant pour notre impact : nous avons pu accéder facilement et sans attendre aux acteurs du changement que nous cherchons à influencer, mais nous avons également dû lutter contre un nouvel adversaire : la fatigue numérique. Il était donc d'autant plus important de mettre au point des messages et méthodes de communication efficaces et percutants.

Du plaidoyer numérique à la création de récits visuels, la Coalition a su s'adapter rapidement, et avait, dès la fin de l'année, non seulement apporté une *plus grande visibilité à l'ILC en tant qu'actrice incontournable des questions foncières à l'échelle mondiale, mais aussi aidé à positionner les droits fonciers aux côtés des sujets émergents*, tels que les pandémies mondiales, les systèmes alimentaires et les inégalités.

COVID-19 ET VIDÉO #THANKAFARMER

Il était important, dès le début de la pandémie de *COVID-19*, de parler des difficultés des membres pendant la crise et de montrer les répercussions de la pandémie sur leur travail aux quatre coins du monde. C'est pourquoi nous avons développé un **PORTAIL WEB CONSACRÉ AU COVID-19**. En collaborant avec nos membres et avec la presse sur la rédaction et la publication d'éditoriaux, nous avons également pu élargir la portée de ces récits. En Asie, trois articles rédigés par les points focaux des plateformes de l'ILC ont été publiés par Reuters, le Delhi Post et Incline, soulignant l'importance des droits fonciers en temps de crise : voir, par exemple, « **WITH MUSIC, BANGLADESH'S INDIGENOUS YOUTH OFFER HOPE AMID COVID-19** ». En parallèle, au moins 16 médias et agences de presse dans la région ALC et en Espagne ont publié des contenus axés sur l'ILC, comme **LA VANGUARDIA**, **EL DIARIO-ES**, **FORBES**, **IPS** et **EL ESPECTADOR**, entre autres.

À l'échelle mondiale, le directeur de l'ILC, Mike Taylor, s'est associé à des leaders d'opinion respectés pour accroître la visibilité de la situation désespérée des peuples autochtones et des défenseurs de la terre et de l'environnement pendant la pandémie : *Michel Forst*, l'ancien Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, dans l'article intitulé « **LES DÉFENSEURS DE LA TERRE ET DE L'ENVIRONNEMENT. UNE PROIE FACILE À L'HEURE DU CONFINEMENT** » (traduit en français sur le site de l'ILC), et *Joan Carling*, militante autochtone de la Cordillera, Philippines, et coresponsable du Indigenous Peoples Major Group (IPMG), dans l'article intitulé « **FROM COLONIALISM TO COVID-19, INDIGENOUS PEOPLES SHOW RESILIENCE IN THE FACE OF EVICTIONS** ».

Au milieu du bruit relatif à la pandémie, nous avons également pris un moment pour rendre un **HOMMAGE VIDÉO** aux millions d'*agriculteurs familiaux et petits exploitants* du monde entier qui travaillent sans relâche pour nous nourrir – pas seulement pendant la pandémie, mais tous les jours. Ce message a trouvé un écho au sein du public, et a été amplement partagé sur les médias sociaux, recueillant plus de *46 000 vues sur Twitter* et atteignant plus de *205 700 personnes sur Facebook*, avec *37 000 visionnages complets*.



#THANKAFARMER

→ **VOIR LA VIDÉO**

SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET PARTENARIAT AVEC LA CONVERSATION-RELAIS MONDIALE DE 24 HEURES DE L'UNFSS

L'ILC s'est associée au *Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires* pour diriger l'une des sessions de la Conversation-relais mondiale de 24 heures. Ladite session, intitulée « *Les mouvements non violents et la nouvelle génération de leaders* », a fait entendre les voix de sept jeunes militants (dont cinq issus du Programme Jeunesse et Leadership de l'ILC). Ce partenariat a non seulement aidé à positionner les droits fonciers aux côtés du sujet émergent des systèmes alimentaires durables, mais a aussi permis aux jeunes chefs de file de notre réseau de s'exprimer. La vidéo #ThankAFarmer de l'ILC a été diffusée en boucle entre les sessions de l'événement mondial, qui a duré 24 heures. Celui-ci a réussi à atteindre plus de *2,5 millions de personnes*.



POUR REGARDER LES JEUNES CHEFS DE FILE DE L'ILC

→ **LES MOUVEMENTS NON VIOLENTS ET LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE LEADERS**

« EN TERRAIN INÉGAL » : LANCEMENT NUMÉRIQUE ET DIFFUSION MÉDIATIQUE

Pour le rapport « En terrain inégal », l'ILC a investi dans un *lancement numérique*, y compris du rapport, afin de mieux présenter les conclusions des recherches menées dans ce cadre. Le **SITE INTERNET UNEVEN GROUND** a attiré près de *10 000 visiteurs uniques* en novembre-décembre et suscité *120 000 impressions sur les médias sociaux* et une **COUVERTURE MÉDIATIQUE** importante partout dans le monde, y compris par *The Guardian*, *Der Spiegel*, *Reuters* et *Mongabay*. Il a par ailleurs été mentionné dans des entretiens radiophoniques en **ÉQUATEUR**, aux **ÉTATS-UNIS**, en **ITALIE** et en **IRLANDE**.

Cette année, les efforts de communication ont également porté sur la création de récits puissants et la mise en avant des réalisations des membres par le biais d'une *approche narrative* étayée par des données probantes.

VOICI JOSUA SITUMORANG, L'UN DES NEUF JEUNES CHEFS DE FILE CHOISIS

**AU SEIN DU RÉSEAU DE L'ILC POUR MARCHER POUR UN AVENIR MEILLEUR
AVEC LE [PROGRAMME DE BOURSES ILC-JAI JAGAT 2020](#)**

Cette série documentaire suit les pas de Josua et des autres jeunes boursiers à l'occasion de leur marche de plus de 100 km sur les routes encombrées du centre de l'Inde vers les rizières des communautés rurales, pendant laquelle ils ont appris les principes du mouvement non violent.



LE VOYAGE DE JOSUA

→ [REGARDER LE TEASER](#)

Nous avons également approfondi l'analyse des contributions de l'ILC, en échangeant avec des personnes et en fournissant un aperçu plus humain de l'impact et du travail de nos plateformes SNE et IFE.



JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES RURALES

→ [LIRE L'HISTOIRE DE FELIA](#)



JOURNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS

→ [LIRE L'HISTOIRE DE FLORIAN](#)

FOURNITURE D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PLATEFORMES DE L'ILC

En 2020, une *formation en matière de communication* a été proposée aux plateformes SNE et IFE en Afrique, en Asie et dans la région ALC. Lors de ces séances de formation, les participants ont appris à élaborer une stratégie de communication efficace, à identifier les publics cibles et à définir des messages stratégiques. Elles ont été suivies de consultations individuelles visant à aider les facilitateurs à finaliser leurs plans de communication. À la fin de l'année, *13 plateformes en Asie, cinq en Afrique et 13 dans la région ALC avaient finalisé leurs stratégies de communication*.

ÉLARGISSEMENT DE NOTRE PORTÉE

L'audience totale de l'ILC sur les chaînes de médias sociaux a augmenté de 20 % en 2020, pour atteindre un nombre total de *29 966 followers* à la fin de l'année.

CAMPAGNES

Land Rights Now

Si la campagne *Land Rights Now* a atteint la fin de sa première phase (2016-2020), elle s'est établie comme une alliance et une plateforme fiable et respectée qui a réussi à assurer la visibilité des droits fonciers collectifs, offrant une réelle valeur ajoutée pour toutes les parties concernées, locales comme mondiales, en dépit de ressources limitées.

La pandémie a mis les activités prévues à l'arrêt, les organisations de peuples autochtones et de communautés locales canalisant leur énergie dans la réponse au COVID-19. Pour nous adapter à la situation, nous avons réuni différentes organisations intéressées pour discuter de stratégies pour faire campagne et assurer un engagement public dans ce contexte, ce qui a donné naissance à une mobilisation numérique au mois de décembre.

La campagne *#CreateASpark pour les droits fonciers* a eu une excellente portée et assuré un engagement remarquable : [LA VIDÉO DE CAMPAGNE](#) a été visionnée plus de 3 millions de fois sur différentes plateformes, les impressions Twitter se sont décuplées au mois de décembre, atteignant un total de 262 000, plus de 13 000 personnes ont signé une pétition pour sécuriser les droits fonciers autochtones au Pérou (cette pétition devrait être remise aux juges de la Cour constitutionnelle en 2021) et un panel scientifique codirigé en collaboration avec l'Earth Institute de l'Université Columbia a accru la visibilité d'un faisceau d'indices significatif à l'appui des droits fonciers collectifs et établi des liens avec la communauté scientifique.

Land Rights Now (LRN) a travaillé avec le membre du Consortium ICCA *Save Sinjajevina Association* pour mener une [CAMPAGNE SUR LES MÉDIAS SOCIAUX À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE](#) et organiser des manifestations au Monténégro pour empêcher que les plus grands pâturages de montagne des Balkans ne soient transformés en terrains de tirs militaires de l'OTAN. [LES ÉLEVEURS ET MILITANTS ONT RÉUSSI À METTRE UN TERME AUX FORMATIONS MILITAIRES](#) en campant sur les voies d'accès pendant 51 jours.

Outre la direction conjointe de LRN, l'ILC a rejoint [LE COMITÉ DE PILOTAGE DE LA CAMPAGNE STAND FOR HER LAND](#) en 2020 (voir la section Les femmes d'abord !).

L'ILC a continué à soutenir [LA CAMPAGNE JAI JAGAT 2020](#) de marche à pied vers Genève, qui a commencé en Inde début 2020 mais qui a dû être suspendue en Arménie et adaptée en raison des confinements imposés partout dans le monde. Pour continuer à diffuser le message de non-violence, nous nous sommes attachés à raconter l'histoire d'un boursier de Jai Jagat pour montrer l'impact des mobilisations non violentes.

RÉSEAU ET GOUVERNANCE

CONSOLIDATION DES ACQUIS DE LA RÉGIONALISATION

La stratégie 2016-2021 s'est caractérisée par une évolution constante vers une Coalition plus pertinente sur le plan régional, dotée de structures de gouvernance régionales renforcées et d'Unités de coordination régionale (UCR) consolidées, ainsi que de stratégies, plans de travail et budget régionaux.

Les *Assemblées régionales* semblent avoir un pouvoir de mobilisation qui dépasse la Coalition, les OIG régionales et les gouvernements considérant désormais l'ILC comme un partenaire convaincant dans le domaine foncier. Cette année, l'*ILC Afrique* a collaboré avec la CUA et l'IGAD pour organiser un **FORUM VIRTUEL**, dont la **DÉCLARATION** a réaffirmé l'engagement et le rôle politique de la Coalition dans la région, y compris pour la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. En *Asie*, l'ILC et ses organisations paysannes membres, l'AFA et ARNow!, ont travaillé avec des partenaires internationaux, comme le Stockholm Environment Institute, pour **RENFORCER LE TRAVAIL DANS LA RÉGION RELATIF À L'AGRICULTURE FAMILIALE ET AUX PEUPLES AUTOCHTONES**. Dans la région *ALC*, des OGC, des organisations à la base, des ONG, des universités et des OIG (la Commission interaméricaine des droits de l'homme [CIDH] et plusieurs organes des Nations Unies) se sont réunies à l'occasion du plus grand événement régional de l'ILC dans le but de réfléchir à une action conjointe contre les inégalités.

La *création d'alliances à l'échelle régionale* continue de s'intensifier. L'ILC *Afrique* a signé des protocoles d'entente avec l'IGAD, le NELGA, l'UEMOA et la Global Land Alliance. La CEDEAO et le CILSS ont manifesté leur intérêt à officialiser leur adhésion à l'ILC. En *Asie*, un protocole d'entente entre l'ILC et le CIRDAP favorisera l'intensification des bonnes pratiques, l'élaboration de programmes appuyant les processus de réforme foncière et la promotion de la gouvernance foncière centrée sur les personnes dans les 15 États membres du CIRDAP. Dans la région *ALC*, l'ILC a formé des alliances avec le HCDH, la CEPALC, le CEJIL, Global Witness et Protection International pour améliorer le travail de protection des défenseurs de la terre et de l'environnement.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU MONDIAL

La « *One Team* » de l'ILC est présente à Rome, Bogor, Lima et Nairobi, avec plus de 50 % de ses quelque 40 employés basés en dehors de Rome, et donc plus près du travail des membres. L'équipe avait déjà les moyens de travailler efficacement à distance, et la transition vers le travail en confinement s'est faite sans perturbation majeure.

Le rôle de supervision du *Conseil de l'ILC* a été complexe en 2020, et la pandémie de COVID-19 n'a fait que multiplier l'éventail de demandes, qui ont par exemple porté sur la révision des objectifs financiers, l'orientation de la réponse au COVID-19, le processus d'évaluation des impacts et la conception précoce de la nouvelle stratégie. .

En janvier 2020, le Conseil a nommé un *Groupe de travail des organisations fondées sur des groupes constitutifs*, composé d'UCRT, de MARAG, de SEEDS et d'AZUL parmi les membres du Conseil, et de Luna Creciente et de ROPPA, non-membres du Conseil, dans l'optique de renforcer l'influence et l'engagement des *organisations fondées sur des groupes constitutifs*¹ au sein du réseau. L'une de ses premières actions a été de superviser la réalisation d'une enquête auprès des membres de l'ILC, qui a déterminé que 40 % des membres représentent directement les utilisateurs de la terre, soit plus de 70 millions de personnes au total. Cela offre une base solide pour placer l'accent de la nouvelle stratégie sur le rôle des OGC au sein du réseau.



VOICI AMINA ET DINESH

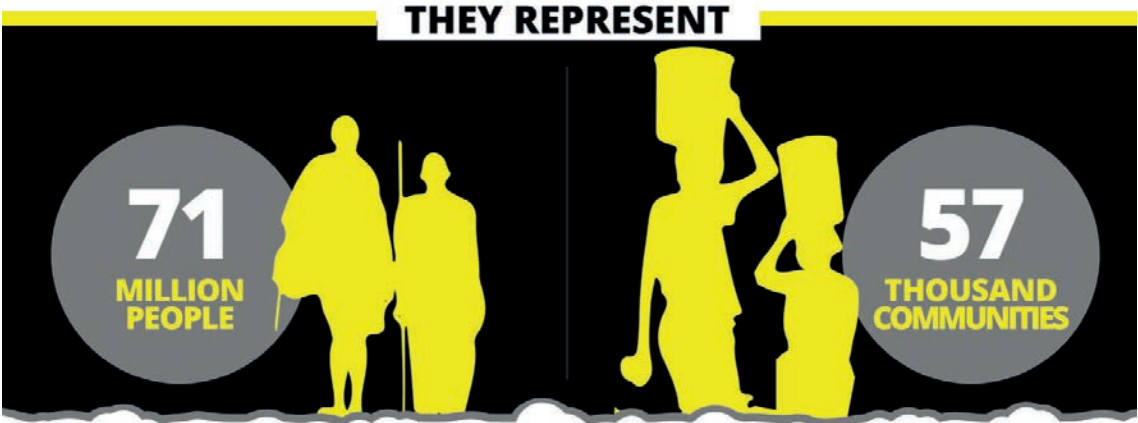
→ [VOIR LA VIDÉO](#)

OUT OF **254** MEMBERS



101 ARE CONSTITUENCY-BASED ORGANISATIONS

40%
OF OUR TOTAL
MEMBERS



¹ Les organisations fondées sur des groupes constitutifs se définissent comme des « organisations qui représentent directement les utilisateurs de la terre et leur sont redevables. Les groupes constitutifs représentés par les organisations sont les peuples autochtones, les jeunes, les femmes, les populations pastorales, les travailleurs ruraux, les membres des communautés rurales, les pêcheurs, les sans-terre, les habitants et utilisateurs des forêts et les chasseurs-cueilleurs, paysans, afrodescendants et quilombolas sur lesquels portent les engagements de l'ILC visant à instaurer une gouvernance foncière centrée sur les personnes. Les ONG qui travaillent en étroite collaboration avec les utilisateurs de la terre mais qui ne les représentent pas ne sont pas des OGC. »

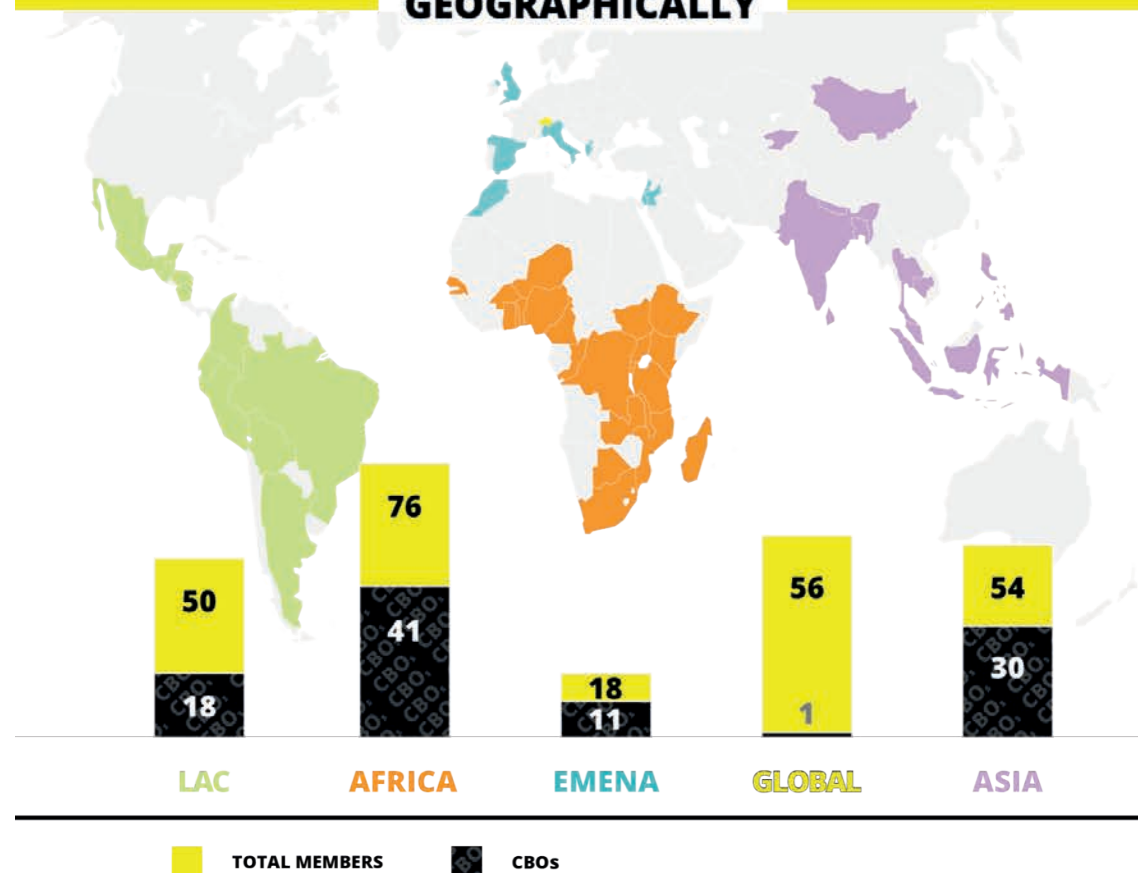
TOP LAND USER GROUPS REPRESENTED



+ RURAL WORKERS, FEMINISTS, FOREST DWELLERS, PASTORALISTS, FISHERS

* OUT OF THE 101 CONSTITUENCY-BASED ORGANISATIONS, SURVEY RESPONDENTS WERE ABLE TO SELECT MORE THAN ONE OPTION PUTTING THEM IN THE MIXED CONSTITUENCY CATEGORY

GEOGRAPHICALLY



Le Comité du Conseil sur l'évaluation des impacts 2016-2021, composé du FIDA, de l'IWGIA, de FUNDE, de KPA, de SEEDS et de l'UCRT, a été mandaté pour s'assurer que les enseignements du passé avaient pu être intégrés à la nouvelle stratégie de l'ILC. En parallèle, le Comité des adhésions, composé du CEPES, du FIDA, de KPA, de l'IWGIA, de SEEDS et de l'UCRT, a supervisé l'expansion de l'ILC pour 2020-2021. Il a souligné la nécessité d'une « **CROISSANCE RESPONSABLE** », stratégique et ciblée pour combler les écarts dans les régions sous-représentées et les lacunes en matière d'expertise au sein de l'ILC, y compris en représentant davantage les OGC. L'appel du Comité a attiré 93 manifestations d'intérêt. L'Assemblée des membres 2021 sera chargée de prendre les décisions finales concernant les adhésions, y compris la résiliation de l'adhésion des membres inactifs (huit identifiés).

La mise en œuvre du **PLAN D'ACTION EN MATIÈRE DE GENRE** approuvé par le Conseil s'est poursuivie sous la direction du Comité de supervision de la justice entre les genres, composé de WILDAF, d'Espaço Feminista, de KPA, d'AZUL et de l'IWGIA. Neuf membres ont mené des examens des questions d'égalité entre les genres, qui ont débouché sur la rédaction de plans d'action en matière de genre. Les membres ont reconnu que ces examens contribuaient à « une meilleure compréhension des limites organisationnelles » et qu'ils « renforçaient l'honnêteté au sein de l'organisation et favorisaient des démarches plus inclusives ». Le Comité de supervision de la justice entre les genres a également validé l'utilisation de *quotas pour promouvoir la parité dans les organes de gouvernance*, y compris les comités SNE et IFE. Les premiers résultats de cette politique sont évidents : 57 des 103 rapports de S&E pour 2019 et 2020 comprenaient des données sur la composition hommes/femmes des organes de gouvernance, et le taux de participation moyenne des femmes est à 44,6 %. Enfin, en réponse aux cas signalés à la One Team de l'ILC en 2019, la Commission s'est engagée à être un espace sûr pour tous et a introduit une **POLITIQUE EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT SEXUEL**.

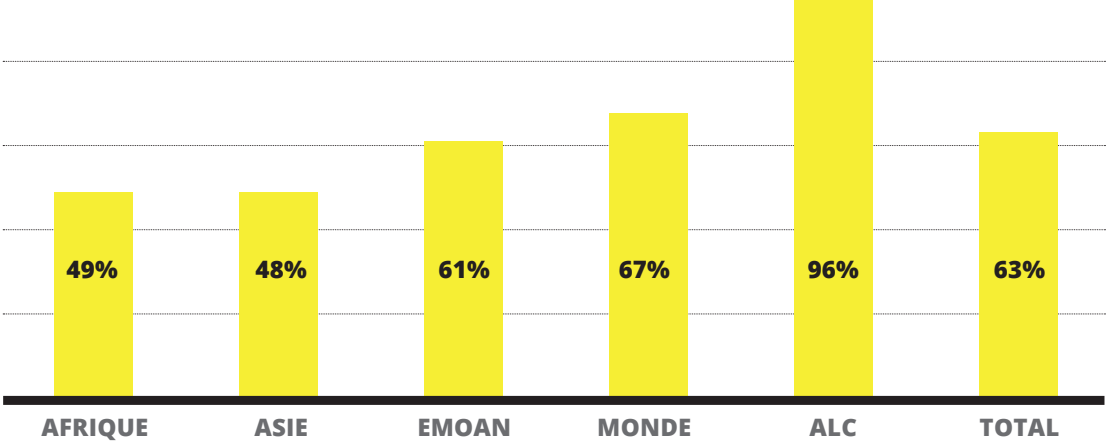
Malgré l'incertitude causée par les restrictions aux voyages et la probabilité de son report, les préparatifs pour le **FORUM FONCIER MONDIAL** en Jordanie, prévu à l'origine pour octobre 2021, se sont poursuivis sous l'égide du Comité national d'organisation. Les thématiques principales et organisations chefs de file ont été définies, et les réunions ont continué à être organisées de manière virtuelle tout au long de l'année. Une **BROCHURE** a informé les donateurs potentiels de l'état d'avancement de la planification, mais aucun engagement de soutien concret n'a été émis, compte tenu du contexte. La réunion du Conseil de juin 2020 a souligné l'importance de la participation en personne d'un-e délégué-e de chaque organisation membre, et d'une participation virtuelle assurant un plus grand engagement des membres et de la communauté foncière au sens large.

La plateforme en ligne de l'ILC, **MEMBERNET**, est l'espace réservé aux membres concernant les fonctions, résultats et procédures administratives clés du réseau. Fin 2020, MemberNet hébergeait plusieurs outils du réseau de l'ILC : **Oneflow** améliore l'efficacité et la clarté des procédures administratives ; la plateforme de **SUIVI ET ÉVALUATION** permet à l'ILC de respecter l'engagement du nouveau modèle opérationnel à mieux mesurer et présenter les résultats de l'ILC ; et le Coin de l'ILC soutient les capacités institutionnelles et connexions entre les membres. En 2020, MemberNet a enregistré 24 000 pages consultées au travers de 2 780 sessions actives, avec 5,17 sessions d'entrée en moyenne par utilisateur.

COTISATIONS DES MEMBRES ET FONDS DE RÉSERVE DE L’ILC

En 2016, le Conseil de l’ILC a créé un Fonds de réserve constitué des cotisations des membres, destiné à protéger l’autonomie du Conseil contre les responsabilités éventuelles découlant de ses décisions, tout en protégeant le FIDA en sa qualité d’hôte du Secrétariat. Avec un objectif de financement de 600 000 dollars US à l’horizon 2021, le Fonds de réserve s’élevait à 669 254 dollars US à la fin de l’année 2020. Le fait que nous ayons atteint la cible un an à l’avance est une bonne nouvelle. En 2020, la One Team de l’ILC a fait tout ce qui était en son pouvoir pour venir en aide aux plus petits membres confrontés à des défis liés au COVID-19, notamment en acceptant les contributions en nature. Le taux de collecte des cotisations en 2020 était toutefois plus faible que les années précédentes, n’ayant atteint que 63 % en moyenne en décembre 2020. La répartition par région est illustrée dans la figure ci-dessous.

Taux de collecte des cotisations 2020 à la fin de l’année



VIABILITÉ FINANCIÈRE

Le modèle opérationnel révisé introduit en janvier 2019 a mis en évidence le potentiel catalytique de l’ILC. Le Conseil a approuvé les tout premiers plan de travail et budget triennaux pour la période 2019-2021. Ceux-ci prévoyaient que l’ILC lèverait 33 millions de dollars US de financements de base pour appuyer les plateformes SNE et IFE dirigées par les membres et le réseau dans son ensemble. Ils prévoyaient également que ces plateformes lèveraient 33 millions de dollars US supplémentaires, directement auprès des donateurs. Ces dispositions permettaient à l’ILC d’appuyer un nombre croissant de plateformes de plus en plus viables sur le plan financier, tout en protégeant sa spécificité comme réseau et non comme donateur.

2020 s’est avérée être une année difficile. En avril, le Conseil de l’ILC a révisé les objectifs budgétaires triennaux, compte tenu de la crise mondiale et du fait que la Coalition n’avait réussi à lever que 21,5 millions de dollars US jusqu’alors. Le Conseil a accepté de réduire ses objectifs financiers à 25 millions de dollars US pour les deux composantes, financements de base et fonds levés. Il a parallèlement confirmé la validité et les principaux éléments du plan de travail triennal sans effectuer de changements majeurs pour la période restante, si ce n’est un soutien financier réduit aux plateformes SNE et IFE et un réexamen des plans pour les grands événements prévus en face à face. Enfin, le Conseil a souligné la nécessité de collecter des fonds pour combler l’écart financier restant et atteindre ainsi les objectifs révisés.

À la fin de l’année 2020, l’ILC avait obtenu à peu près 23,5 millions de dollars US, grâce notamment à une nouvelle contribution de BMZ. Les négociations avec le FIDA et d’autres contributions plus modestes éventuelles du Wellspring Philanthropic Fund et de la Fondation Ford pourraient combler l’écart. Les attentes quant à la levée de fonds directe par les UCR pour les plans de travail régionaux ne se sont pas encore concrétisées.

En résumé, nos progrès vis-à-vis de notre objectif triennal en matière de budgets de base à la fin de la deuxième année sont les suivants :

OBJECTIF FONDS DE BASE	25 000 000
TOTAL DES FONDS DE BASE OBTENUS	23 300 000
FONDS DE BASE EN COURS DE NÉGOCIATION	1 560 000
DÉFICIT	140 000

Les plateformes dirigées par les membres, bien qu’elles aient fait face aux mêmes défis concernant les donateurs, ont accompli des progrès raisonnables vers la réalisation de leurs objectifs. L’écart est plus important que pour le budget de base, mais les propositions ont encore une année entière pour aboutir. Voici un aperçu de la situation au mois de décembre 2020. Au cours de l’année, l’équipe d’appui de l’ILC a aidé les membres à préparer et soumettre 49 propositions, dont neuf qui ont porté leurs fruits, 19 qui n’ont pas abouti, et 21 qui sont en attente de réponse.

OBJECTIF FONDS LEVÉS	25 000 000
FONDS LEVÉS OBTENUS PAR LE SEC.	5 406 000
FONDS LEVÉS OBTENUS PAR LES PLATEFORMES	5 794 000
FONDS LEVÉS EN COURS DE NÉGOCIATION PAR LES PLATEFORMES	3 498 000
DÉFICIT	10 302 000

En ce qui concerne les dépenses générales, le budget 2019-2021 était conçu de façon à soutenir le processus de régionalisation. Le tableau ci-dessous montre les progrès importants réalisés en matière de mise en œuvre des budgets régionaux, partout sauf dans la région EMOAN, une nouvelle plateforme qui continue à se consolider en tant que réseau régional. Les chiffres sont provisoires jusqu’à réception du rapport d’audit en avril 2021.

ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La pandémie de COVID-19 a modifié de façon soudaine et abrupte la façon dont travaille l'ILC. Si elle a tout bouleversé, le réseau a toutefois été capable de s'adapter, probablement mieux que d'autres institutions moins souples, à une vitesse remarquable et sans perdre son efficacité.

Certains changements sont là pour rester et deviendront la « nouvelle norme » pour l'ILC. La portée de la Coalition s'est considérablement élargie avec le passage de la planète entière en ligne. Par exemple, l'objectif triennal relatif au nombre de participants aux formations de l'ILC a dépassé les 454 %, puisque ces formations se sont déroulées en ligne en 2020. Les Forums fonciers régionaux ont atteint un nombre de participants plus élevé que jamais. Les engagements pris devant le Conseil en janvier 2020 visant à réduire considérablement le nombre de voyages ont bien entendu été largement dépassés, mais les déplacements ne reviendront pas aux niveaux antérieurs après la levée des restrictions. Le dynamisme accru du réseau, plus rentable et s'accompagnant d'un niveau plus faible d'émissions de carbone, façonnera de manière permanente le fonctionnement de l'ILC, y compris ses projets pour le Forum foncier mondial à venir, qui sera organisé sous forme d'événement à la fois en face à face et virtuel. L'ILC a renforcé sa capacité à proposer des événements en ligne à fort impact en investissant dans la formation de l'ensemble de son équipe d'appui et de certains membres.

Un processus d'apprentissage ciblé s'est déroulé en 2020, avec le lancement de l'évaluation des impacts pour la stratégie 2016-2021, qui a été fortement orientée pour alimenter la stratégie 2022-2030 de l'ILC. Les consultations avec le Conseil, l'ensemble des membres et les principaux partenaires concernant la nouvelle stratégie ont donné lieu à **sept « demandes » des membres pour modeler l'ILC du futur** :

- 1 Focus :**
En faire moins mais mieux
- 2 Cadre :**
Mettre en évidence la valeur de la gouvernance foncière centrée sur les personnes pour l'égalité, les systèmes alimentaires, le climat, la paix et la démocratie
- 3 Organisations fondées sur des groupes constitutifs :**
Doivent jouer un rôle de premier plan au sein de l'ILC, en particulier les femmes et les jeunes
- 4 Partenariats :**
Être un interlocuteur et un coordonnateur mondial et régional puissant
- 5 Impact :**
Les plateformes SNE et IFE font la différence sur le terrain, en allant au-delà des politiques pour en assurer la mise en œuvre
- 6 Apprentissage :**
Continuer à faire de l'ILC un réseau de formation
- 7 Modèle de financement :**
Un budget de base moins important et un plus fort potentiel de levée de fonds pour les plateformes à fort impact. L'ILC est un moteur, pas un donateur.

Ces caractéristiques définiront la nouvelle stratégie de l'ILC, destinée à être adoptée par les membres avant la fin de l'année 2021. La nouvelle stratégie accroîtra davantage l'impact et l'efficacité de la Coalition, en s'appuyant sur ce qui constituera, selon le projet d'évaluation d'impact, un héritage important de la stratégie actuelle. L'un des défis évidents à relever sera le *financement de la nouvelle stratégie de l'ILC*, qui poursuivra un programme de transformation ambitieux. La pandémie n'a fait que précipiter un environnement de financement déjà difficile, caractérisé par une baisse de la disponibilité globale des financements et l'attention des donateurs portée sur les crises mondiales immédiates et urgentes. En même temps, de nombreux donateurs décentralisent les possibilités de financements de leurs capitaux vers les pays d'accueil. Les mesures suivantes ont été prises pour réduire le risque pour l'ILC :

- 1** Élaborer un modèle opérationnel capable de prouver que la Coalition a *un impact croissant malgré un budget de base réduit*, grâce à un rôle plus ciblé pour l'ILC et l'optimisation du potentiel de levée de fonds des plateformes SNE et IFE dirigées par les membres grâce à l'appui fourni aux membres pour les aider à établir des relations directes avec les donateurs.
- 2** Prouver le *rôle fondamental joué par la gouvernance foncière centrée sur les personnes dans la lutte durable contre les crises urgentes* auxquelles le monde est aujourd'hui confronté, et communiquer clairement à ce propos.
- 3** Œuvrer, via le Groupe de travail mondial de donateurs sur les questions foncières, pour *impliquer collectivement les donateurs* sur la définition du rôle de l'ILC et la façon dont elle devrait être financée.
- 4** Prendre de nouvelles mesures en matière de régionalisation en donnant aux *plateformes régionales de l'ILC la capacité de gagner en autonomie sur le plan financier*, y compris en donnant la possibilité aux UCR de s'inscrire en tant qu'entités légales dans leurs pays d'accueil.
- 5** Tout faire pour retenir les donateurs existants, tout en *attirant de nouveaux donateurs* qui ne financent pas habituellement l'ILC.

Globalement, l'année 2020 a montré que le réseau de l'ILC pouvait prospérer et continuer à être un puissant acteur du changement, malgré les défis colossaux de l'année écoulée. Cela est de bon augure pour son avenir alors qu'elle s'apprête à adopter une nouvelle stratégie en des temps très incertains.

PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS TRIENNAUX

RÉSULTATS

PRODUITS

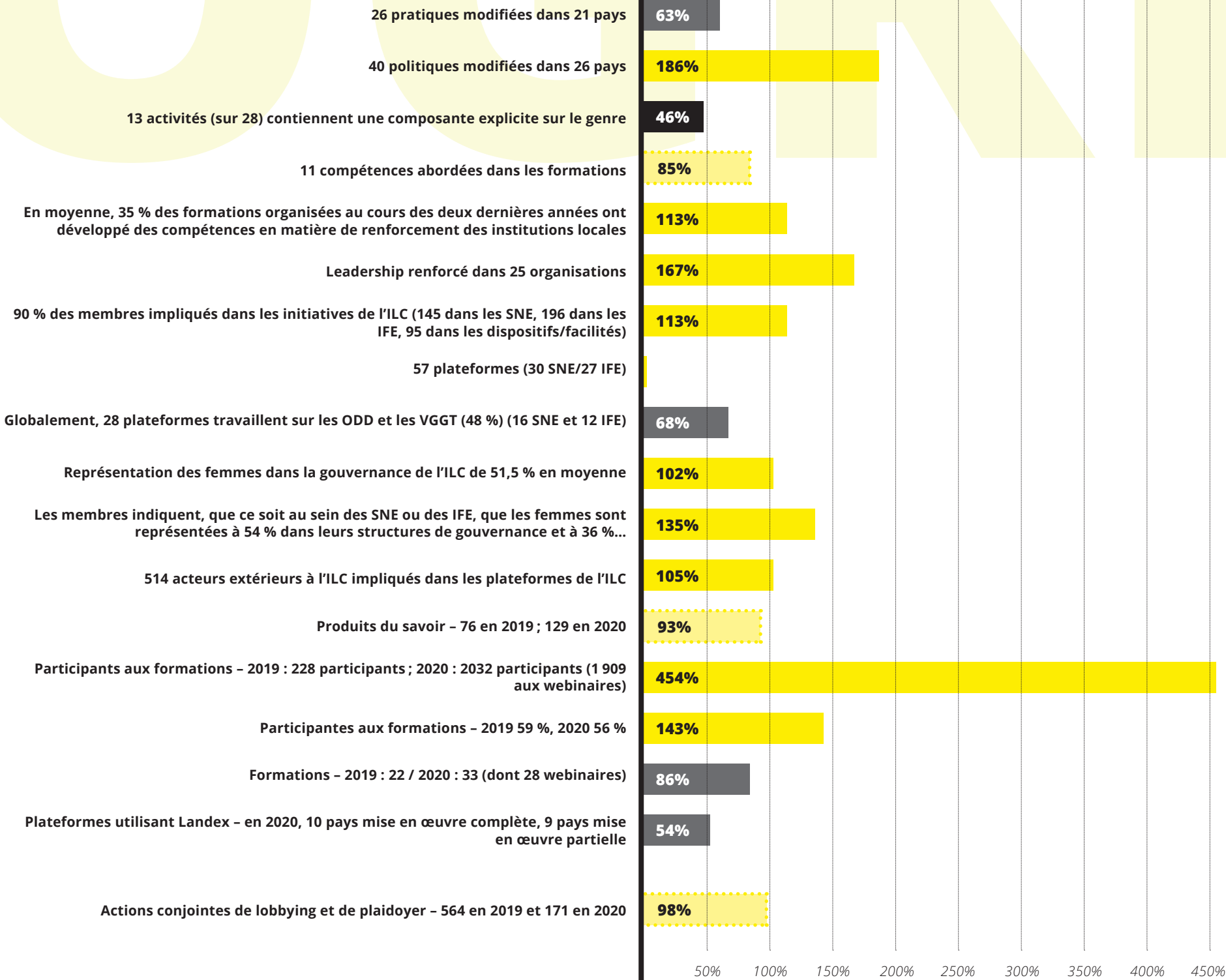
MODIFICATION
DES POLITIQUES ET
DES PRATIQUES ET
RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS DU
RÉSEAU

CONNECTER

MOBILISER

INFLUENCER

LÉGENDE



COALITION INTERNATIONALE POUR L'ACCÈS À LA TERRE

Secrétariat c/o FIDA, Via Paolo di Dono 44 , 00142 - Rome, Italie

☎ +39 06 5459 2445 📠 +39 06 5459 3445 @ info@landcoalition.org 🔗 www.landcoalition.org